



Revue de presse

Réseau des journalistes africains spécialisés sur le développement durable et le changement climatique

Septembre 2021

1





Références : FAO, IPCC, REDD+, Accord de Paris, ODD, CBD, BAD, WWF, PNUE, Ramsar convention, UICN, COP 15 (biodiversité), ANUE, IPBES, COP 26 (climat), WFP, Agenda 2030, Banque mondiale, UNESCO, UNICEF, Green Climate Fund, UNFCCC, ISO.

Table des matières

- Ebrima N Sanneh (Gambia) ; FAO climate change intervention in Gambia ; GRTS, september 2021. P. 4
- Serge Hengoup (Côte d’Ivoire) ; Cameroun : comment concilier changement climatique et entrepreneuriat ? Afrik Monde, septembre 2021. P. 4
- John Tsongo (RDC) ; Les états généraux de l’agriculture en RDC ; Kivu Nyota, septembre 2021. P. 7
- Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Zambia’s forest initiative named as best individual carbon offsetting project in the world ; Pan african visions, september 2021. P. 9
- John Tsongo (RDC) ; Goma et le changement climatique ; Kivu Nyota, septembre 2021. P. 12
- John Tsongo (RDC) ; Haut Katanga : la société civile environnementale alerte sur la spoliation d’une partie du parc national de l’Upemba ; Radio Moto, septembre 2021. P. 15
- Rabah Karali (Algérie) ; Gestion des déchets : on tourne toujours en rond ! International, l’actuel, 1er septembre 2021. P. 18
- Gildas Nabeza (Centrafrique) ; Lutte contre la déforestation, le gouvernement centrafricain lance à Bangui une opération de démolition des maisons construites sur une zone protégée ; Radio Ndeke-Luka, 1er septembre 2021. P. 20
- Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : les forêts de montagne captent plus de carbone que la forêt d’Amazonie ; Afrik 21, 2 septembre 2021. P. 22
- Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : la BAD va intégrer le capital naturel dans le financement du développement ; Afrik 21, 3 septembre 2021. P. 24
- Zubaida Ismail (Ghana) ; Zamireports’ investigates : From recycling to pollution – The story of Nixin Paper Mill Ghana Limited ; Zami reports, September 6, 2021. P. 26
- Boris Ngounou (Cameroun) ; Liste rouge de l’UICN, la perte de la biodiversité sera-t-elle accentuée en Afrique ? Afrik 21, 6 septembre 2021. P. 34
- Boris Ngounou (Cameroun) ; Rwanda : Kigali propose un accord international de lutte contre le plastique ; Afrik 21, 7 septembre 2021. P. 36
- Meriem Khadraoui (Tunisie) ; Biodiversité : Mettre en place un système national pour comptabiliser le capital naturel en Tunisie ; TAP et La Presse, 8 septembre 2021. P. 37
- Mariem Khadraoui (Tunisie) ; Afrique-Biodev2030 : « La biodiversité, ça marche quand on y investit » ; TAP, 8 septembre 2021. P. 40
- Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique du nord : lancement de la norme UICN Nbs dans les villes méditerranéennes ; Afrik 21, 11 septembre 2021. P. 43
- Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Zimbabwe to benefit from sustainable solutions initiatives ; Panfrican visions, 12th September 2021. P. 45





- Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : préserver le bassin du Congo, l'une des résolutions du congrès de l'UICN ; Afrik 21, 13 septembre 2021. P. 47
- Ernest Agbota (Bénin) ; De l'éco-habitat dans nos villes pour une résilience face au climat ! Radio parakou (ORTB), 14 septembre 2021. P. 49
- Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : création d'un forum d'affaires pour l'exploitation durable des forêts ; Afrik 21, 14 septembre 2021. P. 50
- Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : le continent comptera 105 millions de migrants climatiques d'ici à 2050 ; Afrik 21, 16 septembre 2021. P. 52
- Boris Ngounou (Cameroun) ; Égypte : la Banque mondiale finance la lutte contre la pollution de l'air au Caire ; Afrik 21, 17 septembre 2021. P. 54
- Eric Ojo (Nigeria) ; African Climate Reality Project Trains 40 Young Nigerians ; African Examiner, September 19th, 2021. P. 56
- Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : le Lesotho et la Libye intègrent le réseau mondial de biosphère de l'Unesco ; Afrik 21, 20 septembre 2021. P. 60
- Anto Mulanga (RDC) ; Lubumbashi : le bois énergie, avantage pour les populations et menace pour la forêt ; La Guardia, 27 septembre 2021. P. 62
- Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : les pays du bassin du Congo se préparent pour la COP26 ; Afrik 21, 27 septembre 2021. P. 64
- Fadima Fofana (Guinée) ; Guinée/environnement : Un enfant, un arbre pour rendre à la Guinée sa vocation de « pays vert » ; JIGC, 27 septembre 2021. P. 66
- Zubaida Ismail (Ghana) ; Ghana's Electric Cars Transition : Combating Climate Change 'Trotro' ; Joy Online, 28 September 2021. P. 68
- Boris Ngounou (Cameroun) ; COMIFAC : les États membres harmonisent les politiques de gestion des aires protégées ; Afrik 21, 28 septembre 2021. P. 73
- Edem Dadzie (Togo) ; Le charbon : un piège dont doit s'extirper rapidement le continent africain ; Togo Matin numéro 955, 29 septembre 2021. P. 75
- Eric Ojo (Nigeria) ; WaterAid Canvasses Urgent Intervention On Africa's Water Crisis ; African Examiner, 29th September 2021. P. 77
- Boris Ngounou (Cameroun) ; Gabon : la ZES de Nkok a atteint la neutralité carbone, certification à la clé ; Afrik 21, 29 septembre 2021. P. 80

3





Ebrima N Sanneh (Gambia) ; FAO climate change intervention in Gambia ; GRTS, september 2021.

To watch the report : <https://youtu.be/szHznPevW7g>



Serge Hengoup (Côte d'ivoire) ; Cameroun : comment concilier changement climatique et entrepreneuriat ? Afrik Monde, septembre 2021.

4

C'est la question que se posent les investisseurs du pays, puisque le Cameroun a besoin de développer ses ressources naturelles, et de prêter attention au fait d'avoir un environnement propice à l'entrepreneuriat dans le domaine de l'énergie.

La Chambre Africaine de l'Énergie (EnergyChamber.org) a accueilli une discussion honnête et ouverte, où les Africains ont eu leur mot à dire sur les meilleures solutions fonctionnelles pour l'Afrique. Durant l'African Energy Week, organisé par la Chambre Africaine de l'Énergie le 1er octobre 2021 à Johannesburg en Afrique du Sud, en partenariat avec le Département des Ressources Minérales et de l'Énergie d'Afrique du Sud, la Chambre a appelé à une réponse équilibrée à la vulnérabilité du Cameroun face au changement climatique.

Evoquons le cas du Cameroun, un producteur de pétrole brut majeur de l'Afrique centrale, avec une production totale d'hydrocarbures liquides atteignant une moyenne de 76.000 barils par jour, en 2017. Cette année-là, le pétrole brut constituait la principale exportation, soit 1,34 milliards de dollars. Le pétrole raffiné n'était pas bien loin, atteignant 396 millions de dollars.

Conscients du fait que les champs onshore sont matures, les dirigeants ont estimé qu'il fallait diversifier l'économie. L'exploitation aurifère et de mines de diamants a augmenté dans nos régions du nord et de l'est, bien qu'à petite échelle. De plus, le Cameroun produit des matériaux nobles utilisés pour la construction, comme les sols, l'argile et le chaume ; rendant ainsi le prix du





logement local plus raisonnable. Même si ces secteurs sont importants pour le futur, la plupart des attentes sont liées à la croissance de l'économie, elles concernent le gaz naturel et, plus particulièrement, le gaz naturel liquéfié, ou LNG.

Les réserves de gaz naturel du Cameroun sont estimées à 4,7 milliards de pieds cubes. Le pays occupe le quarante-huitième rang sur 99 en ce qui concerne les réserves de gaz prouvées, soit environ 0,07% du total mondial. Bien que cela semble peu en comparaison avec, par exemple, les Etats-Unis et leurs 322 trillions de pieds cubes de réserves, le LNG offre un potentiel considérable au Cameroun, et au monde.

Propres et abondants, le gaz naturel et le LNG sont considérés comme étant essentiels à la transition énergétique. Le gaz naturel produit bien moins d'émissions que le charbon ou le diesel, et il peut fournir l'énergie nécessaire en complément à l'éolien, au solaire et à l'hydroélectricité. La croissance sur le long-terme prévue pour le LNG est énorme. McKinsey indique que la demande augmentera de 3,4% par an d'ici à 2035, et que plus de 200 millions de tonnes de capacité nouvelle seront requises d'ici à 2050.

Grâce à un accord avec la Société Nationale des Hydrocarbures du Cameroun, l'entreprise d'énergie française, Perenco, et celle de traitement du gaz, Golar LNG Ltd., produisent déjà 1,2 millions de tonnes de LNG par an, grâce à un navire de LNG flottant (FLNG) déployé dans les eaux camerounaises, au large des côtes de Kribi, ainsi que 30.000 tonnes de gaz domestique pour les foyers camerounais, et 5.000 barils de condensats par jour.

Ces entreprises ont récemment annoncé leurs projets d'augmenter la production de LNG de 17%, en 2022. Et ce n'est que le début : on s'attend à ce que, d'ici à 2026, la production de LNG de l'installation Hilli Episeyo FLNG de Golar atteigne 1,6 millions de tonnes, après le forage de puits additionnels.

Le développement du champ Etinde s'ajoutera à ces chiffres. En effet, le deuxième projet LNG du Cameroun, l'installation FLNG Etinde, devrait être opérationnel dans quatre ans et aura la capacité de recevoir, traiter, stocker et décharger 30.000 barils de condensats par jour. On attend de ce projet qu'il crée plus de 400 emplois locaux pour les travailleurs qualifiés, et 3.000 emplois indirects supplémentaires.

Des emplois, de l'énergie nationale et une croissance économique, tout cela grâce à une ressource à faible émission de carbone, le long des côtes du pays.

Un Environnement propice à la Transition

Alors que le Cameroun a besoin de développer ses ressources naturelles, il est important de prêter attention au fait d'avoir un environnement propice à l'entrepreneuriat, et d'améliorer la confiance





des investisseurs et la conclusion d'accords. Les régulations Forex de la BEAC n'aident pas et ne feront que nuire au pays, tout comme le ferait un activiste pour le climat.

La Chambre croit au fait que cette régulation contribuera à favoriser le défi grandissant de la pauvreté énergétique, la corruption et le rôle à chaque fois plus important des bureaucrates dans les affaires commerciales. La question est simple : pourquoi ajouter une charge supplémentaire et des barrières, plus particulièrement à un moment où nous devons composer avec la transition énergétique et les difficultés à financer les projets pétroliers et gaziers ? Comme précédemment commenté par NJ Ayuk, le Président Exécutif : « Les bureaucrates ne devraient pas choisir les gagnants et les perdants. Cela est négatif pour les marchés libres et vous ne pouvez pas aimer l'emploi et haïr ceux qui créent de l'emploi ».

Pourquoi voudrait-on nous priver de cette opportunité ?

Le Cameroun s'est engagé dans le combat contre le changement climatique. Avec la grande majorité des citoyens travaillant dans l'agriculture, les autorités comprennent la façon dont le changement climatique peut affecter la subsistance. Le pays se rapproche de son objectif de devenir un pays émergent d'ici à 2035, et a déjà fait de grands et importants pas pour réduire de 32% les émissions de gaz à effet de serre, grâce à l'utilisation de l'énergie renouvelable, y compris les panneaux solaires et le biogaz. L'intégration des pratiques durables dans la gestion de la savane et la réhabilitation de terres dégradées, est une réalité. Le traitement des déchets et leur recyclage font partie des axes de travail de manière permanente.

NJ Ayuk, le Président Exécutif de la Chambre Africaine de l'Energie, affirme que la diabolisation des entreprises du secteur de l'énergie n'est pas une approche constructive, et que le fait d'ignorer le rôle structurel que les combustibles à base de carbone ont dans notre société actuelle dénature le débat public. L'union des entreprises du secteur d'énergie, des gouvernements et des groupes de la société civile, dans le but de trouver des solutions fonctionnelles, permettra d'accomplir beaucoup plus.

Il n'est pas possible d'aimer les emplois et haïr ceux qui les créent. Le Cameroun peut faire face à ses défis liés au changement climatique et utiliser ses ressources en énergie pour stimuler notre économie.





John Tsongo (RDC) ; Les états généraux de l'agriculture en RDC ; Kivu Nyota, septembre 2021.

Après 30 ans d'inattention vis à vis du secteur agricole en République Démocratique du Congo RDC, le ministère en charge de l'agriculture veut en fin, ressusciter le domaine agricole et faire de lui un des grands piliers de son économie...

C'est dans cette optique que se tiennent en ville de Kinshasa, capitale de la RDC, des assises des états généraux de l'agriculture, du lundi 27 au mercredi 29 Septembre 2021 ; pour essayer de relever les défis qui gangrènent ce secteur en vue de le révolutionner.

C'est sous le thème « agriculture, clé de la croissance économique durable et de la réduction de la pauvreté en République démocratique du Congo », que se sont tenues ces assises. « L'organisation des états généraux de l'agriculture, cadre d'établissement des états des lieux, aboutira à des orientations précises de l'action du gouvernement afin de matérialiser la vision du Chef de l'Etat dans le secteur agricole qui est basée sur la revanche du sol sur le sous-sol... » a dit Désiré M'ZINGA BIRIHANZE, ministre Congolais en charge de l'agriculture. « Que les congolais se mettent debout pour cultiver. Le Gouvernement va les accompagner ! » a-t-il poursuivi.

La concrétisation des résolutions issues des états généraux de l'agriculture, vont conduire à la productivité du secteur agricole au bénéfice des populations mais également, va contribuer à la lutte contre la faim et l'insécurité alimentaire de la population congolaise, comprend-on dans l'allocation du ministre.

Parmi les astuces devant contribuer à la propulsion du secteur agricole en République Démocratique du Congo, Désiré M'ZINGA BIRIHANZE évoque l'inclusion des efforts des acteurs œuvrant dans le domaine agricole. De la production à la consommation en passant par la transformation, la certification biologique, la recherche biologique et la commercialisation, le ministre reste convaincu que cela doit concourir, pour amener le gouvernement congolais à espérer un prompt avenir du secteur agricole.

Un forum historique, avec des objectifs précis !

Le forum sur les états généraux de l'agriculture, poursuit quatre éminents objectifs :

Association Africa 21, C/o Maison Kultura, Rue de Montbrillant 52, 1202 Genève- Suisse
<http://www.africa21.org> / info@africa21.org

Statut consultatif spécial auprès de l'ECOSOC, accréditée à l'OMC, auprès du PNUE, Observateur à la CNUCED
Partenaire de l'université de Genève et de la European Business School in Geneva





- Assurer l'exposition et la promotion des produits locaux bio de qualité pour stimuler la population à consommer les produits « Made in DRC » ;
- Encourager les producteurs et les transformateurs locaux ;
- Inciter le Gouvernement à mettre en œuvre des stratégies de développement visant à relancer et développer les filières agricoles d'exportation ;
- Faciliter l'accès aux appuis techniques et financiers en vue d'assurer le marketing, la promotion et la certification biologique et équitable des produits agricoles.

Des objectifs fantômes ?

« La tenue historique des états généraux sur l'agriculture en République Démocratique du Congo, est une dose d'espoir, pour la résurrection de l'économie Congolaise via l'agriculture, ce secteur depuis longtemps négligé... » a confié Héritier Jean Claude BAHINZI, Ingénieur agronome et enseignant dans une école en ville de Goma.

Toutefois, nuance-t-il, « il faut être un ange ou ne pas vivre en RDC, pour espérer au développement agricole en RDC, sans mettre en avant la construction des routes de desserte agricole, sans mettre en place des mécanismes robustes de pacification des zones rurales et de sécurisation des agriculteurs, perpétuellement violentés, pillés, kidnappés et tués par les rebelles... », soutient ce citoyen. BAHINZI poursuit son argumentation en suggérant que la reconstruction des routes de desserte agricole, la réhabilitation de celles qui existent, l'entretien de celles qui existent, la pacification des zones agricoles et la redéfinition de la politique agricole en RDC... sont les seuls moyens de rendre utiles les 80 millions d'hectares des terres arables de la RDC, à son économie.

La RDC, pays avec un potentiel agricole à même de nourrir l'Afrique toute entière, une fois bien exploitée, reste encore aujourd'hui, l'une des petites puissances agricoles, avec une économie étiolée basée sur l'exploitation minière, malheureusement avec des partenaires miniers très peu crédibles... d'où le pouvoir d'achat de sa population en dessous de la moyenne et un produit intérieur brut très dérisoire.





Wallace Mawire (Zimbabwe); Zambia's forest initiative named as best individual carbon offsetting project in the world ; Pan african visions, september 2021.

To access to the article : <https://panafricanvisions.com/2021/09/zambias-forest-initiative-named-as-best-individual-carbon-offsetting-project-in-the-world/>



Zambia's government and communities in Luangwa District have been recognized for hosting one of the best environmental projects in the world.

The Luangwa Community Forests Project (LCFP), set up by BioCarbon Partners (BCP) in partnership with local communities, has been named as the Best Individual Offsetting Project in the World in the prestigious Environmental Finance Annual Global Voluntary Carbon Market Rankings.

"Given the high number of forest carbon projects globally, this is a tremendous accolade for Zambia," said Dr Hassan Sachedina, BCP Founder and CEO, which also received awards for Best Monitoring Impact Report and was named runner up in the overall and Forestry and Land Use Best Project Developer categories.





“This recognition is testament to the Zambian Government’s leadership in creating an enabling environment granting carbon rights to communities.”

With carbon ownership, communities partnering in the LCFP have set a new benchmark in improving livelihoods and conserving wildlife, while decreasing encroachment and emissions from deforestation.

It is reported that with the recent IPCC report saying there is unequivocal evidence of negative climate change impact, the example set by communities in the LCFP shows that quality and scalable community forest carbon projects are eminently possible, added Dr Sachedina.

“Even more remarkable is that through this partnership the same communities are achieving these project impacts while protecting one of the most important remaining wildlife landscapes left on earth in the Lower Zambezi to Luangwa valleys.”

In 2020 and 2021, while the Zambian economy is estimated to have contracted by 1.2% and thousands of jobs have been lost as a result of Covid-19, the pandemic has placed immense pressure on Zambia’s rural communities, many of whom rely on the conservation, tourism and agricultural sectors.

While tourism has been pushed to the brink, REDD+ has continued to bring revenue to local communities, with direct payments of K92 million (US\$ 4.8 million) directly paid to communities since the pandemic began.

It is added that with close to 1,200 jobs created, the multiplier effect of these benefits is up to K129 million (US\$ 6.7 million).

It is also added that over the last five years, household income has increased 171% in the LCFP, demonstrating how durable and successful the REDD+ model has proven to Zambia’s local economy, said BCP.

“The project has close to about 1million hectares of land which is being protected. It benefits about 217,000 people in 12 chiefdoms; some are in Eastern Province and some are in Lusaka Province. People also benefit through smart agriculture, wildlife conservation and even the forest itself is being protected. And through the years we have seen a lot of positive changes ; some of them the benefits that we have talked about. Other things that benefited is the wildlife itself because through this project we have created a wildlife corridor from the North Luangwa and we have seen some wildlife freely moving through this corridor and that has really improved the tourism sector in the area.”, said His Royal Highness Senior Chief Luembe, Chairman of the House of Chiefs.





“We are incredibly humbled by this recognition in the global rankings. We are so grateful to everyone who voted for us, without whose commitment this would not be possible. We thank our community and government partners for their central role in these achievements showing that Zambia is far ahead in implementing quality forest protection at scale, and USAID for their visionary catalytic financial support of the project,” said Dr Sachedina.

“As far as we know, LCFP is Africa’s largest project at over 1 million hectares, and the largest in the world by social impact. We would not have achieved this without USAID support, at a time when green climate finance was scarce. With the IPCC’s report declaring a ‘code red for humanity’, scale, quality and community participation are critical in the climate change fight. The best thing about projects like LCFP is that they embody hope. People are benefitting; wildlife is benefitting; and the world is benefitting.”

In addition to the world’s best REDD+ project, BCP was received the award for best impact report, and was runner-up as best developer in the forest carbon sector, and runner up as best carbon project developer, overall.

BCP is a leading African conservation social enterprise with a mission to make wildlife habitat conservation valuable to people. BCP employs over 215 people across 13 chiefdoms in Zambia, partnering to help conserve 1.1 million hectares of habitat in critical ecosystems.

Helping to conserve over 500 million trees, and with close to 7 million tons of carbon emissions reduced to date, both BCP implemented REDD+ Projects have been verified against the Verified Carbon Standard, the world’s leading voluntary Greenhouse Gas program. In 2021, the LZRP is the only project in Africa to receive 8 consecutive verifications and only the second in the World to achieve this! While it is also Africa’s first CCBA Triple Gold Project, with ‘Gold’ level verification against all three categories of the Climate, Community, and Biodiversity Standard (CCBA) for its exceptional climate change impacts and community and biodiversity benefits. The LCFP has achieved CCBA Triple Gold Validation for exceptional community impact. Awarded Best Individual Offsetting Project and Impact Monitoring Report in the World in the Environmental Finance Voluntary Carbon Markets Ranking 2021, and ranked in the top 0.5% of B Corps globally 2021, BCP offers carbon offsets with World class benefits.





John Tsongo (RDC) ; Goma et le changement climatique ; Kivu Nyota, septembre 2021.

La ville de Goma, à l'Est de la RDC, comme plusieurs régions du monde, vit depuis un certain temps des phénomènes étranges, que les scientifiques lient aux effets du réchauffement climatique planétaire.

L'ensoleillement à forte intensité des rayons lumineux, un parmi ces phénomènes, devient du jour les jours une terrible menace pour les populations et plus particulièrement pour les enfants qui sont exposés au soleil durant des longues heures, indiquent plusieurs sources rencontrées par Kivu Nyota qui s'est intéressé à cette question cette semaine.

En effet, la situation des enfants de la rue demeure de plus en plus préoccupante dans la ville touristique de la RDC, décrivent toutes nos sources, du point de vue de leur exposition face aux effets du changement climatique. Dans plusieurs artères de la ville, peut-on les voir circuler, sans aucune protection contre les puissants rayons solaires actuels, moins encore contre le froid en cas de pluie ; ce qui accroît davantage leur vulnérabilité face aux conséquences de ces aléas climatiques.

Pour le dermatologue Docteur Rémy KAKULE NDOVYA, responsable du dispensaire de consultation dermatologique du Nord-Kivu, DICODERMANOKI, le fait pour ces enfants d'être tout le temps exposés aux rayons solaires, les prédispose aux risques de développer plusieurs maladies cutanées, dont le cancer de la peau.

A l'en croire, ces risques ne concerne pas que cette catégorie d'enfants (les enfants de la rue, ndlr) voilà pourquoi tout parent doit veiller à ce que les enfants soient toujours placés sous un abri, leur permettant d'échapper à ce danger.

« Quand il fait tellement chaud, il est important que les parents placent les enfants sous les abris. Si un parent envoie son enfant quelque part, il est strictement nécessaire, qu'il lui dote d'un parapluie en cette période. N'exposons pas nos enfants aux rayons solaires. Pour le cas des enfants de la rue, il est mieux que le gouvernement Congolais mette en place un mécanisme de leur encadrement... » Indique le Docteur.





KAZAMWALI Baltazard, ce septuagénaire soucieux des questions environnementales, reconnaît également le danger qu'il y a pour les enfants de rester longtemps sous le soleil et plaide pour la protection de ces derniers. « Nous devons garder nos enfants dans les maisons et dans des endroits où il fait bon vivre, où l'on trouve de l'air propre. Il est très probable qu'en prenant de l'eau sale, en aspirant de l'air pollué, les enfants contractent des maladies ».

Que le gouvernement Congolais, recommande-t-il, fasse de tout son mieux, en collaboration avec tous ceux qui se chargent des questions environnementales ; à prendre au sérieux ce fléau. « Sinon les choses vont s'empirer davantage, si rien n'est fait pour sauver notre environnement » note KAZAMWALI.

Pour autant, Melissa, cette habitante de Goma, est préoccupée par les conditions difficiles que traversent les enfants de la rue. Elle estime que la seule façon de résoudre le problème au profit de ces enfants c'est d'amener les autorités à travailler durement à améliorer le quotidien de la population.

« Je voudrais juste appeler le Président de la République, le premier ministre et son gouvernement, de miser beaucoup plus sur le quotidien du Congolais.

Cela passe par la création d'emplois, l'amélioration des conditions sécuritaires, afin d'amener chaque parent à bien veiller sur son enfant.

Parce qu'à force pour un enfant de passer tout son temps dans la rue sous un soleil ardent, l'expose à beaucoup de maladies des mains sales, à des hémorragies, même des accidents. Tout cela parce qu'il n'y a personne qui veille sur lui. Que ce soit sa mère son père, en tout cas, personne !

En fin de compte l'argent qui servirait à garantir de meilleures conditions sociales nécessaires à cet enfant sera encore utilisé pour payer la facture médicale... » a-t-elle déclaré.

Le réchauffement climatique, déjà une réalité à Goma

« Ce que je ressens ce dernier temps, m'amène à conclure que le réchauffement climatique est aujourd'hui une évidence... La façon dont ce soleil tape ces jours, nous on n'a pas connu ça, il y a 5 ou 10 ans... et je crains que cela ne touche très profondément les enfants... » s'inquiétait il y a quelques semaines une habitante de la ville de Goma.

L'avis de celle-ci est partagé par KAZAMWALI Baltazard, Jardinier depuis plus de 20 ans et passionné des questions environnementales. Celui-ci dit avoir constaté et enregistré, quoique non scientifique ; des changements climatiques spectaculaires, rien qu'en se basant sur l'évolution de l'ensoleillement...





« Aujourd'hui, il y a des grands changements. Une simple comparaison que j'établie entre 2016 et 2021, je trouve des modifications.

Le soleil devient de plus en plus piquant et ardent à tel enseigne que vous sentez que la peau brûle.

Et de par mon expérience, je commence à retrouver dans mon jardin, des oiseaux morts calcinés par le soleil » témoigne-t-il.

Le dermatologue Docteur Kakule NDOVYA, une fois de plus, en voit des effets secondaires très graves sur la santé cutanée des enfants...

« Parmi les effets des rayons solaires sur la peau, c'est qu'il faut voir l'hyperpigmentation de la peau.

Un enfant qui était clair peut arriver à faner. Pour les albinos particulièrement, leur peau peut être décomposée par cette lumière, ça se solde par la quératite, pour engendrer à la longue, un cancer de la peau.

En Afrique nous en observons beaucoup moins des dégâts de ce genre, mais il y en a plein en Europe » fait-il savoir avant d'inviter tout le monde à ne pas trop s'exposer au soleil.

14





John Tsongo (RDC) ; Haut Katanga : la société civile environnementale alerte sur la spoliation d'une partie du parc national de l'Upemba ; Radio Moto, septembre 2021.



15

La République Démocratique du Congo est parmi les pays potentiellement riches, en termes de biodiversité, et possédant un plus grand nombre d'aires protégées. Ces aires protégées sont souvent malheureusement envahies par des rebelles, convoitées par des multinationales surtout quand ils y découvrent des minerais, ou par des firmes ou personnes privées qui y installent leurs activités privées, ou encore des rebelles, dans certains autres cas.





Le parc national de l'Upemba dans la partie Sud-Est de la RDC, dans la province du haut Katanga, est aussi victime de cette réalité, alerte la société civile de cette partie du pays, regroupant plusieurs organisations non gouvernementales, œuvrant dans le domaine environnemental.

Dans une lettre ouverte adressée au président de la République ce lundi 4 octobre 2021, la société civile indique que depuis novembre 2019 la société KIPAY Investissement, exécute des travaux de construction d'un grand barrage hydro-électrique dit de **SOMBWE** en plein parc national de l'Upemba, précisément sur la rivière Lufira, l'un des grands affluents du fleuve Congo.

La construction de ce barrage est « un mépris des principes fondamentaux, de la constitution, des lois organiques en matière de protection de l'environnement et des aires protégées, des lois internationales et de la volonté politique de votre autorité exprimée à travers plusieurs forums internationaux de haut niveau, sur le rôle que joue la RDC dans protection de la biosphère au niveau planétaire » indique la société civile s'adressant au président de la République.

La société civile dite environnementale, dit s'inspirer du rapport publié il y a peu, par l'organisation non gouvernementale **JUSTICIA asbl** intitulé « **Spoliation des parcs Upemba et Kundelungu : graves risques de la perte des espèces animales et violations des droits environnementaux** ».

16

Que craint la société civile ?

La société civile dit exprimer sa crainte à quatre niveaux :

1. La violation flagrante des lois en vigueur en RDC, citant à titre d'exemple la loi numéro 14/003 du 11 février 2024, relative à la conservation de la nature, et la loi numéro 11/009 du 11 Juillet 2011, portant principes fondamentaux relatifs à la protection de l'environnement ;
2. Le danger de la diminution de l'eau dans les lacs de la dépression de Kamalondo, regroupant les lacs Upemba, Kisale, Kibale, Kayumba, Mulenda et Kapondwe. Approfondissant les contours autour de cette crainte, la société civile relève le fait que la rivière Lufira, sur quoi se construit ce barrage, alimente 40% du bassin de dépression et qu'un préjudice porté contre ces eaux, risque : d'affecter directement les populations qui dépendent des espèces halieutiques de ces lacs, estimées à plus de 100 milles ménages regroupées dans les territoires de Malemba-Nkulu, Mitwaba et Bukama, d'entraîner la perte d'une superficie estimée à 60 Km² des terres forestières... ;
3. La perte de la crédibilité de la RDC vis-à-vis des institutions internationales, encore qu'en permettant l'exploitation de ce parc, elle viole l'accord cadre de Paris, dans





- lequel, il s'engage à préserver pourtant ses aires protégées, au profit de la lutte contre le réchauffement climatique, aujourd'hui problème mondial ;
4. La frise de la volonté du président Antoine Félix TSHISEKEDI lui-même, qui, précise la société civile, déclarait dans son discours du 23 Septembre 2019 à New York à l'occasion du sommet mondial sur l'action climatique couplé à celles de l'alliance pour les forêts tropicales ; que « notre pays prend des engagements pour conserver ses forêts et ses tourbières, gages de l'équilibre climatique mondial... ». La société civile insinue en rappelant au président, l'engagement qu'il avait pris notamment en affirmant qu'il ramènerait à **17 %**, la **superficie des aires protégées**, vis-à-vis de la superficie totale de la RDC.

Qu'exige la société civile au Président ?

La société civile environnementale, demande au président de la République :

- D'ordonner l'arrêt de toutes les activités qui constituent une menace pour la biodiversité et y compris la construction du barrage de SOMBWE ;
- De diligenter des études pour l'évaluation du potentiel hydroélectrique de SOMBWE sur la rivière Lufira en plein parc de l'Upemba ;
- De faire annuler tous les actes juridiques pris en violation de la loi et ayant permis l'érection des ouvrages de nature à porter atteinte au parc national de l'Upemba ;
- D'ordonner la mise en place d'une transition écologique et du développement durable, en renfort à l'Institut Congolais pour la conservation de la nature, ICCN ;
- De mettre en place un mécanisme transparent de publication des études d'impact environnemental faites dans le cadre de la mise œuvre des grands projets ;
- D'initier des actes d'accompagnement des gestionnaires des aires protégées, dans leur combat contre l'envahissement de ces aires protégées ;
- De mettre à la disposition de la justice, tous ceux qui se sont illustrés dans la compromission de la gestion des aires protégées en RDC.

Par ailleurs, les responsables de la société KIPAY, ont déclaré sur RFI Kiswahili en date du mercredi 6 Octobre 2021 dernier, que leur infrastructure, ne violait en aucun cas, l'espace du parc national de l'Upemba.

Créée en 1939 avec une superficie de 11 730 Km², le parc national de l'Upemba, est l'un des 8 principaux parcs nationaux de la RDC. Il est situé dans la partie Sud-Est du pays dans la province du Haut Katanga. Upemba est assis sur les zones marécageuses de la dépression de la Kamalondo, aux côtés de la rivière Lufira, l'un des plus importants affluents du fleuve Congo.



Outre sa forte richesse en biodiversité notamment en faune et flore, le PN de l'Upemba, renferme plus ou moins 17 espèces d'oiseaux et 15 espèces des reptiles qui ne sont pas retrouvées dans beaucoup d'autres aires protégées de la planète. Il est en outre, la seule aire où le zèbre est rencontré dans son milieu naturel.



Rabah Karali (Algérie) ; Gestion des déchets : on tourne toujours en rond ! International, l'actuel, 1^{er} septembre 2021.

Pour accéder à l'article : <https://www.actuel-dz.com/images/pdf224.pdf>

18

Gestion des déchets

On tourne toujours en rond !

Défection. Les administrations régionales et nationales ainsi que les entreprises gestionnaires manquent de capacités humaines, institutionnelles et administratives pour la mise en œuvre d'une gestion des déchets intégrée entrant dans le système de l'économie circulaire et créatrice d'emploi.



La récupération et la valorisation des seuls déchets ménagers et assimilés (DMA) en Algérie peut générer des recettes de l'ordre de 92 mds DA/an, qui plus est, favoriseraient la création d'emploi. Ici, on fait abstraction des autres types de déchets (inertes, spéciaux, dasri, marins, ect.) sans oublier le phénomène de l'envasement des barrages, dont 80% sont totalement envasés. Notre pays produit annuellement 20 millions de tonnes de déchets, toutes catégories

confondues, dont 12 millions de tonnes de déchets ménagers et dont 35% sont produits dans 4% du territoire national.

Comme perspective dans ce domaine, la réorientation de l'économie linéaire vers l'économie circulaire semble un impératif, car, selon une étude réalisée en collaboration avec le ministère de l'Environnement et de l'Industrie, ce volume de déchets est appelé à atteindre les 70 millions de tonnes à l'horizon 2035. De ce fait, c'est une grande opportunité qui s'offre à l'Algérie par la création de plus de 100.000 postes

d'emploi, sans oublier tous les impacts environnementaux qui peuvent être évités.

Etat des lieux

D'après le dernier rapport sans complaisance de l'Agence nationale des déchets (AND) de l'année 2020 sur l'état des lieux concernant l'état de la gestion des déchets sur le territoire national, il ressort que les responsables du secteur de l'environnement ont du pain sur la planche même si beaucoup d'efforts et d'argent ont été engagés dans la gestion intelligente des déchets.

En guise de conclusion dudit rapport, à la lumière des chiffres obtenus par le croisement d'indicateurs de performances, les résultats obtenus révèlent l'existence d'imperfections et de défections à plusieurs niveaux de la gestion des déchets avec un indice de performance de 5,38.

En effet, cette faible performance est justifiée par l'existence par des situations considérées peu performantes ou non performantes voire fragiles de par les conséquences qu'elles peuvent induire, compromettant ainsi la bonne marche du service public de gestion des déchets. Du reste, les causes de ces dysfonctionnements ont été identifiées et, donc, sont en rapport direct avec la non-qualification du personnel en charge de certaines missions, de contraintes budgétaires et du mode de gouvernance adopté. Par conséquent, les alternatives à adopter pour le passage à une qualité de service public et la concrétisation de l'option de l'économie circulaire, les responsables de l'AND ont préconisé des recommandations afin de corriger les points noirs de la gestion des déchets. Dans ce cadre, il s'agit de prendre en considération les aspects suivants : institutionnel, social, économique et, enfin, environnemental.

Dans notre pays, même si la gestion des déchets a connu une évolution dans les domaines scientifique, technique et de mise en œuvre, le concept d'une économie circulaire reste à développer

encore davantage dans la perspective de la gestion des déchets d'une manière optimale. Cependant, en raison de la grande insatisfaction de la population à l'égard de la qualité du service de collecte des ordures ménagères dans les agglomérations, le gouvernement algérien accorde une grande importance au thème de la gestion des déchets. Cette dernière constitue aujourd'hui l'un des défis majeurs dans l'atteinte des objectifs de développement durable, selon une étude du GIZ Algérie (coopération allemande).

D'ailleurs, il manque souvent aux communes les structures et les procédés efficaces pour faciliter la collecte et le transport des déchets ainsi que le nettoyage des voies publiques, mais également pour sensibiliser davantage les citoyens à mieux respecter leur environnement. Les administrations régionales et nationales ainsi que les entreprises gestionnaires manquent de capacités humaines, institutionnelles et administratives pour la mise en œuvre d'une gestion des déchets intégrée entrant dans le système de l'économie circulaire et créatrice d'emploi.

Le secteur industriel s'implique

Lors de la tenue d'une conférence sur l'économie circulaire à Alger en juin 2021, l'ex-ministre de l'Industrie a annoncé la création d'un groupe de travail regroupant des experts et des cadres ayant pour mission de définir les dispositions opérationnelles relatives

à la mise en œuvre des mécanismes de l'économie circulaire dans le domaine industriel. Le groupe de travail chargé de l'économie circulaire devra examiner les voies et les moyens de la mise en place d'un système d'information pour recenser les matériaux et produits finis à travers toutes les étapes (achat, transformation, emballage et distribution).

Le groupe de travail aura également pour tâche l'étude des choix technologiques et techniques propres, l'étude des conditions et méthodes de modernisation technologique, la réhabilitation des infrastructures industrielles, outre l'optimisation des opérations, a indiqué le ministre, ajoutant que le groupe de travail examinera également les pistes d'appui des entreprises industrielles pour réhabiliter les outils industriels et publier les normes y afférentes. Il veillera, en outre, à créer des moyens pour la récupération des déchets à travers le recyclage. Dans ce sens, il y a nécessité d'inciter les opérateurs économiques à produire mieux et plus avec moins de produits. Par ailleurs, l'objectif recherché par cette démarche n'est autre que d'« officialiser l'économie circulaire comme objectif national et un des piliers de la croissance économique, afin de surpasser l'économie linéaire sous-tendant extraction, industrialisation, consommation et élimination des déchets ».

Enfin, la toute nouvelle ministre de l'Environnement, Moualfi Samia, nonobstant qu'elle soit de formation avocate, elle devra plaider en faveur d'une véritable politique de développement de l'économie circulaire durable tout en valorisant les déchets qui sont, en fait, des gisements d'or.

R. K.



Gildas Nabeza (Centrafrique) ; Lutte contre la déforestation, le gouvernement centrafricain lance à Bangui une opération de démolition des maisons construites sur une zone protégée ; Radio Ndeke-Luka, 1^{er} septembre 2021.

Pour écouter le reportage : <https://soundcloud.com/association-africa-21/papier-actions-gouvernement-centrafricain-pour-la-protection-de-lenvironnement-fr?si=150cd00576614d86a2256c3537aa01a3>



20

Le gouvernement Centrafricain entreprend des actions pour la protection de l'environnement.

Une opération de destruction de maisons illicitement construites sur la colline de Bas-Oubangui a été lancée début septembre 2021. Pour le gouvernement centrafricain, ces habitations sont construites sur des espaces protégés.

La colline de Bas-Oubangui est un espace de verdure de 24.000 mètres carrés, qui surplombe Bangui, la capitale centrafricaine, sur environ six kilomètres, et arrose la ville de sa fraîcheur.



L'alerte de la démolition de ces maisons a été donnée par le président Centrafricain Faustin Archange Touadéra, à l'occasion de la célébration de la Journée Nationale de l'Arbre édition 2021. Le Chef de l'Etat avait exigé aux occupants illégaux qui construisent sur la colline de Bas-Oubangui et qui détruisent la forêt de déguerpir les lieux urgemment.

Début septembre 2021, près d'une vingtaine de construction sont déjà détruites au cours de cette opération. Pamphile Maléyombo est directeur de cabinet au ministère de l'Urbanisme.

Pamphile Maléyombo Fr

Toujours dans ce même élan de la protection de la biodiversité, l'Etat Centrafricain entend réglementer l'exploitation artisanale et industrielle en harmonisant les coupes d'arbres. Igor Gildas Tola Kogadou, Coordonateur National Climat.

Igor Gildas Tola Kogadou

Ces mesures, s'inscrivent dans le cadre des engagements de la RCA à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Les forêts du Bassin du Congo dont se trouve la RCA, représentent, le deuxième massif forestier tropical du monde après le bassin amazonien. Ses forêts denses et humides couvrent environ 200 millions d'hectares.

21



Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : les forêts de montagne captent plus de carbone que la forêt d'Amazonie ; Afrik 21, 2 septembre 2021.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/afrique-les-forets-de-montagne-captent-plus-de-carbone-que-la-foret-damazonie/>



22

Si rien n'est fait, la forêt du bassin du Congo pourrait bientôt émettre beaucoup plus de CO² qu'elle n'en capte. Selon les résultats d'une étude scientifique menée dans les forêts tropicales africaine et américaine, la mortalité excessive des arbres, provoquée par la sécheresse et l'action de l'homme, libère une quantité considérable de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Une quantité de gaz qui sera bientôt supérieure à celle absorbée par les forêts, mettant ainsi en péril, les accords de Paris sur le climat.

C'est une étude qui vient changer la perception que l'on avait jusqu'ici des forêts montagnardes d'Afrique. Des chercheurs britanniques et rwandais ont évalué les capacités d'absorption de 44 forêts de montagne dans 12 pays africains. Il ressort de cette étude que le potentiel des forêts montagnardes africaines serait, en réalité de 150 tonnes par hectare, soit deux fois plus que l'analyse des climatologues. Dans un rapport publié en 2019, les experts du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) donnaient un stockage d'environ 89 tonnes par hectare pour les forêts africaines.

« Si les forêts africaines captent autant de carbones, il se pourrait que ce soit grâce aux éléphants et autres herbivores. En effet, les animaux de grandes tailles mangent les herbes hautes, laissant





ainsi de grands espaces pour que poussent les gros arbres. Cependant, il faudra des études plus poussées pour en avoir la certitude » explique Aida Cuni-Sanchez, écologiste des forêts tropicales de l'Université de York au Royaume-Uni.

Les forêts de montagne sont toutefois menacées en Afrique

En levant le voile sur les grandes capacités d'absorption des forêts africaines, l'étude prouve que la forêt Amazonienne n'est pas la seule qu'il faille protéger. Les forêts africaines jouent elles-aussi un rôle essentiel dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Cependant, les scientifiques déplorent la déforestation d'origine humaine sur le continent. Depuis le début du 21e siècle, l'Afrique a perdu environ 0.8 million d'hectares de forêts, principalement en Éthiopie, Ouganda, en Côte d'Ivoire ou en République Démocratique du Congo (RDC). Cela équivaut à rejeter plus de 450 millions de tonnes de CO² dans l'atmosphère. Si les forêts africaines ne sont pas plus protégées dans les années à venir, le continent pourrait perdre encore 0.5 million d'hectares supplémentaires.



Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : la BAD va intégrer le capital naturel dans le financement du développement ; Afrik 21, 3 septembre 2021.

Pour consulter l'article : <https://www.afrik21.africa/afrique-la-bad-va-integrer-le-capital-naturel-dans-le-financement-du-developpement/>



24

La Banque africaine de développement (BAD), la Plateforme des connaissances sur la croissance verte et d'autres partenaires lancent le 9 septembre 2021, une nouvelle initiative sur l'intégration du capital naturel dans le financement du développement en Afrique. Le Programme sur le capital naturel pour le financement du développement de l'Afrique (en anglais, Natural Capital for African Development Finance, NC4-ADF) est soutenu entre autres, par le Fonds mondial pour la nature (WWF).

La Banque africaine de développement (BAD) conditionnera le financement des infrastructures de développement en Afrique par la préservation du capital naturel, à savoir, les sols, les ressources halieutiques et les forêts. C'est tout le sens du Programme sur le capital naturel pour le financement du développement de l'Afrique (en anglais, Natural Capital for African Development Finance, NC4-ADF), dont le lancement est prévu le 9 septembre 2021. « La prise en compte du capital naturel dans le financement du développement est essentielle pour la reprise post-Covid-19 », affirme Vanessa Ushie, directrice de la division de l'analyse des politiques au Centre africain des ressources naturelles de la BAD.



S'étendant sur la période 2020-2022, le NC4-ADF est soutenu par le Fonds mondial pour la nature (wwf), le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) à travers son agence dédiée (GIZ), le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), la Fondation MAVA, l'Institut international pour le développement durable (IISD) et le partenariat Economics for Nature (E4N).

Un capitale naturel ignoré dans les calculs économiques

Selon la BAD, le capital naturel représente entre 30 % et 50 % de la richesse totale des pays d'Afrique, bien que n'étant pas souvent pris en compte dans les mesures économiques comme le calcul du produit intérieur brut (PIB).

L'Afrique est dotée d'importantes ressources naturelles. Le continent offre une grande diversité de zones climatiques, des façades océaniques importantes, des ressources en eau globalement abondantes et sous-utilisées, ainsi qu'un sous-sol riche et encore peu exploré. Au plan local, ces ressources naturelles y font vivre, comme c'est le cas dans la plupart des pays à faible revenu, une majorité de la population et notamment les plus pauvres. Au plan global, les ressources naturelles renouvelables du continent (biodiversité animale et végétale), participent, à des enjeux mondiaux plus particulièrement dans le champ de l'environnement.



Zubaida Ismail (Ghana) ; Zamireports' investigates : From recycling to pollution – The story of Nixin Paper Mill Ghana Limited ; Zami reports, September 6, 2021.

To access the article : <https://zamireports.com/zamireports-investigates-from-recycling-to-pollution-the-story-of-nixin-paper-mill-ghana-limited/>



26

Residents of the Bewadze community and its environs in the Efutu municipality of the Central region of Ghana have been pushed into what they fear might be perpetual poverty. They watch helplessly while water bodies, that support their livelihoods, are poisoned with toxic substances discharged by operators of the Nixin Paper Mill Ghana Limited, a Chinese firm. Bewadze is a small farming community with about one thousand population. There are at least, four streams, located in the vegetation of the community. that serve irrigation purposes during the dry season.

Besides peasant farming, streams in the community for ages have served as another source of livelihood where community folk harvest fishes for sale during peak season and for domestic consumption during the off-season.





Bewadze is a small farming community with about one thousand population. There are at least, four streams, located in the vegetation of the community. Zubaida Mabuno Ismail.

The community is host to Nixin Paper Mill Ghana Limited and Casa de Ropa. The expectation was that the mill would serve as a rescue for paper waste in Ghana as the country grapples with the challenge of sustainable management of wastes across all sixteen regions. Wastes have been a major contribution to greenhouse gas emissions that cause climate change and global warming in Ghana, like many others, including neighbouring Nigeria in the Africa region. While its operation rids the country of paper waste through recycling into large cardboards, its liquid waste has become the bane of its host community, Bewadze.

27



“We noticed in November 2019, that the stream that runs through the Ramsar site had been polluted and when we traced- we discovered that the pollution was from the household waste of residents of the Nixin Paper Mill. At the time, the production section was still under construction,” the acting site manager-Muni-Pumadze Ramsar site, Vivian Aye-addo told ZAMI REPORTS.

Commercial and domestic fishing and farming lasted but for a short period as the tributaries of the Pru river were gradually stripped of life. By April 2020, all streams in the Bewadze community had begun giving up life. The activities of Nixin Paper Mill Ghana Limited caught media attention in July 2021 when production commenced.

“There’s no life in the streams. The fishes are dead and the streams stink honestly, especially in the night,” Michael Mensah, a resident in a sad tone revealed.



“We noticed in November 2019, that the stream that runs through the Ramsar site had been polluted and when we traced- we discovered that the pollution was from the household waste of residents of the Nixin Paper Mill. At the time, the production section was still under construction,” the acting site manager-Muni-Pumadze Ramsar site, Vivian Aye-addo told ZAMI REPORTS. Zubaida Mabuno Ismail.

Essoun and most of the youth have been stripped of their livelihood support, leaving them idling.

“We used to fish in these streams during bakatue (a festival celebrated in the Central region of Ghana to usher in the fish harvesting season). They take their source from the Pru river and pass through Winneaba from our community. I used to trade my catch and also reserve some for consumption and it was enough that I never bought fish from the market,” Kwabena Essoun, another a resident whose livelihood had been cut off said.



“I have friends who used to prospect for land to build residential accommodation and businesses but they have all abandoned the idea because if they have to endure the stench for as long as Nixin is here...I don't think you'd want to be in an environment like that. We need this resolved urgently because the chemicals are toxic and we don't know the health implications of that,” Mensah added.



While the activities of Nixin Paper Mill Ghana Limited have heavily polluted streams in the Muni-Pumadze lagoon and Bewadze community, Casa de Ropa on the other hand has blocked the Pru river that runs through their compound for irrigation purposes, causing the few unpolluted streams to dry off. Zubaida Mabuno Ismail.

A March 2021 media publications triggered a nationwide discourse and visit from the institutions mandated to protect Ghana's water bodies and environment.

“EPA (Environmental Protection Agency) told us they were testing their machines when we found out that they were producing,” site manager, Muni-Pumadze Ramsar site Aye-addo hinted.

The Ghana Water Resource Commission, the Wildlife Division of the Ghana Forestry Commission, the Environmental Protection Agency, and the District Assembly, and the Town and Country Planning in March 2021 stormed the premises of Nixin in what was an attempt to ensure the company adhered to the environmental protection policies amongst other regulations of Ghana.

“We closed down the company when we visited. We organized stakeholders meetings with the owners of the nixing company, the environmental protection agency, water resources



commission, wildlife division, the Police, and the Fire Service. Once those institutions came in, we thought the issue will be resolved,” an amazed municipal chief executive of Efutu, John. B. Ninson said after I showed him images from my visit.

Images captured were also shared with the chief basin officer of the Ghana Water Resource Commission, Dr Ronald Abraham.



A stream lays lifeless following heavy pollution by Nixin Paper Mill Ghana Limited. This stream which is in one of Ghana’s Ramsar sites is home to reptiles and amphibians. Site Manager Vivian Aye-addo says the site is at the brink of collapse. Zubaida Mabuno Ismail.

“They (Nixin Paper Mill Ghana Limited) were directed to halt production until the proposed measures are initiated and approved by authorities. We gave them a three-month ultimatum to build a treatment plant for their liquid waste.”

But months on, none of these have sufficed. Production is ongoing at the blind side of authorities with the water bodies gone from colourless to black as captured by ZAMI REPORTS during a visit on August 31.





In a phone conversation with the acting site manager-Muni-Pumadze Ramsar site, Vivian Aye-addo on August 31, a Ghanaian who serves as the interpreter to the Chinese managers denied her request to visit the company, insisting production had halted but this image captured from behind the wall that separates the Bewadze community and Nixin shows smoke bellowing from the production section. Zubaida Mabuno Ismail.

Ramsar site on the brink of collapse.

“Now the estuary is blocked which means there will not be water from there and now that the water is polluted-it will all flow into the lagoon and if we don’t take care, we’re going to lose the lagoon”, a helpless site manager of the Muni-Pumadze Ramsar site Aye-addo lamented

The main stream that is being polluted lays behind the wall of Nixin Paper Mill. ZAMI REPORTS discovered that the owners have covered pbc pipe connected from the compound of the mill into the stream to cover their act. One needs to explore deeper into the stream to locate the pipe.



ZAMI REPORTS discovered that the owners have covered the concrete pipe connected from the compound of the mill into the stream where they discharge toxic substances with sand to cover their act. Zubaida Mabuno Ismail.

The operation of Nixin is endangering Ghana's eco-system and the habitats of the rivers especially, reptiles and amphibians in the Muni-Pumadze Ramsar site and lagoon. Management declined the request by ZAMI REPORTS for comments but rather referred us to the office of the municipal chief executive.

"These Chinese people.... they might be doing something untoward and that's why they don't want the media there. You know they're smart," the municipal chief executive Mr. John B. Ninson said authoritatively.



Behind this wall and beneath the grass is the concrete pipe that connects the company's waste water and the tributary of the Pru river that passes through the Bewadze community and the Muni-Pumadze Ramsar site. Zubaida Mabuno Ismail

33

Meanwhile, a Memorandum of Understanding between stakeholders including the Ghana Forestry Commission-Wildlife Division to commit the owners of the company to best practices has been completed and expected to be signed by Nixin Paper Mill Ghana Limited and all stakeholders.



Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Liste rouge de l’UICN, la perte de la biodiversité sera-t-elle accentuée en Afrique ? Afrik 21, 6 septembre 2021.

Pour accéder à l’article : <https://www.afrik21.africa/liste-rouge-de-luicn-la-perte-de-la-biodiversite-sera-t-elle-accentuee-en-afrique/>



34

Près de 28% d’animaux sont menacés de disparition. La dernière mise à jour de la liste rouge des espèces animales menacées de disparition a été publiée le 4 septembre 2021 à l’occasion du Congrès mondial de l’Union internationale de conservation de la nature (IUCN). Selon l’organisation, la dégradation de l’habitat des animaux et le changement climatique sont les principaux facteurs de déclin de la biodiversité. Et quand on sait que l’Afrique est le continent le plus exposé aux effets du changement climatique, il y a lieu de craindre pour sa biodiversité.

La nouvelle mise à jour de la liste rouge des animaux menacés d’extinction a été dévoilée le 4 septembre 2021 par l’Union internationale de conservation de la nature (IUCN). Ce document considéré comme le baromètre de l’état du vivant sur notre planète, est fort interpellateur pour l’Afrique. Le continent est dominé par les principaux facteurs de destruction de la biodiversité animale, au sens du rapport de l’UICN. Il s’agit de la perte de l’habitat sauvage des animaux et des effets du changement climatique.

L’UICN avertit notamment qu’en raison du changement climatique, « la hausse des températures et donc du niveau de la mer devrait réduire d’au moins 30% l’habitat de certaines espèces dans les 45 prochaines années ». La menace est donc plus forte pour le continent le plus vulnérable aux





effets du changement climatique, où les inondations déplaceront par exemple près de 2,7 millions de personnes d'ici à 2050, selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec). Dans son 6e rapport publié le 9 août 2021, le Giec relève que l'extinction des espèces animales et végétales serait 1000 fois plus rapide qu'au milieu du XIXe siècle. Avec un réchauffement entre +2 et +3°C, jusqu'à 54 % des espèces terrestres et marines pourraient être menacées de disparition d'ici la fin du 21e siècle. Même à +2°C, la faune polaire (pingouins, phoques, ours) sera menacée. Et à simplement 1,5°C, 70 à 90 % des récifs coralliens sont en danger.

Près de 28% d'espèces animales sont menacées

La dernière édition de la liste rouge de l'UICN répertorie 138 374 espèces, dont 38 543, soit quelque 28 %, sont classées dans les différentes catégories (espèce disparue, espèce ayant disparu de la nature et ne survivant qu'en captivité, en danger critique d'extinction, en danger, vulnérable, quasi-menacée, préoccupation mineure, données insuffisantes, et non évaluées). Les spécialistes alertent sur un effondrement en cours de la biodiversité, et certains parlent d'une « sixième extinction de masse ».

« Ces évaluations de la “liste rouge” démontrent à quel point nos vies et nos moyens d'existence sont étroitement liés à la biodiversité », affirme Bruno Oberle, le directeur général de l'UICN. À l'occasion du congrès de l'UICN, du 3 au 11 septembre 2021 dans la ville de Marseille en France, les décideurs politiques et la société civile sont appelés à multiplier les messages sur ce lien entre l'effondrement en cours de la biodiversité et les conditions de vie des humains sur la planète, également menacées par le changement climatique.

Les résolutions adoptées par les membres de l'Assemblée générale de l'UICN seront par ailleurs présentées lors de la Cop15 sur la biodiversité, qui se tiendra début 2022 à Kunming en Chine.



Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Rwanda : Kigali propose un accord international de lutte contre le plastique ; Afrik 21, 7 septembre 2021.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/rwanda-kigali-propose-un-accord-international-de-lutte-contre-le-plastique/>



36

Le Rwanda se joint au Pérou pour proposer un accord international de lutte contre les déchets plastiques. Le projet sera examiné lors de la prochaine Assemblée des Nations unies pour l'environnement (Anue), prévue du 28 février au 2 mars à Nairobi au Kenya. Il s'agit d'un accord juridiquement contraignant et basé sur une approche exhaustive pour prévenir et réduire le plastique.

Le Rwanda est préoccupé par la pollution provoquée par les 8,3 milliards de tonnes de plastiques produits à travers la planète depuis le début des années 1950. Le pays d'Afrique de l'Est s'est joint au Pérou pour présenter le 2 septembre à Genève en Suisse, un accord international de lutte contre le plastique. Les deux pays proposent la mise sur pied d'un comité intergouvernemental de négociation, avec pour mandat d'élaborer un accord international juridiquement contraignant et basé sur une approche exhaustive pour prévenir et réduire la pollution de l'environnement par le plastique.

Les négociations en vue de cet accord porteront entre autres sur les microplastiques, une autre source de pollution. L'accord fera la promotion d'une économie circulaire englobant l'ensemble du cycle de ces produits, à savoir leur fabrication, la prévention de production de déchets, leur



gestion et leur traitement ainsi que leur réutilisation. Une fois achevée, la proposition d'accord sera examinée par l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement, qui doit se réunir du 28 février au 2 mars 2022 à Nairobi au Kenya, où se trouve le siège du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

Un projet soutenu par l'UE

Le projet d'accord international de lutte contre le plastique est soutenu par les 27 États membres de l'Union européenne (UE), ainsi que 7 autres pays. Jochen Flasbarth, le secrétaire d'État allemand au ministère de l'Environnement a souligné que le projet avait déjà recueilli le soutien ferme de 25 pays et l'engagement de 50 autres qui ont besoin d'une décision formelle avant d'adhérer. « Vingt-cinq plus cinquante avant même d'avoir commencé c'est plutôt bien », se réjouit-il, avant d'émettre des réserves quant au temps que mettra l'accord avant son entrée en vigueur.

Selon les organisateurs de la conférence ministérielle, qui s'est tenue du 1er au 2 septembre à Genève, le volume de déchets polluant les océans, pourrait tripler d'ici à 2040, malgré le progrès en matière de recyclage ou d'interdiction des produits à usage unique.

37

La Presse.tn

Meriem Khadraoui (Tunisie) ; Biodiversité : Mettre en place un système national pour comptabiliser le capital naturel en Tunisie ; TAP et La Presse, 8 septembre 2021.

Pour consulter l'article : <https://lapresse.tn/108331/biodiversite-mettre-en-place-un-systeme-national-pour-comptabiliser-le-capital-naturel-en-tunisie/?fbclid=IwAR1bYGBh77RsZxbsxqe9T41uiixvSj748b7epB41KbOgLG3x3nnMjb2ILpc>

L'initiative d'engagements pour la biodiversité « Biodev 2030 Tunisie » offre le cadre général idoine pour mettre en place ce système capable de mesurer l'impact de la biodiversité sur les secteurs économiques et la vie des citoyens.

La Tunisie ne dispose pas d'un système national capable de comptabiliser le capital naturel et évaluer clairement sa contribution au revenu intérieur brut. C'est pour cette raison que les





autorités environnementales, les experts et les acteurs travaillant sur la biodiversité œuvrent en vue d'atteindre cet objectif.

L'initiative d'engagements pour la biodiversité « Biodev 2030 Tunisie » offre le cadre général idoine pour mettre en place ce système capable de mesurer l'impact de la biodiversité sur les secteurs économiques et la vie des citoyens.

A titre d'exemple, plus d'un million de Tunisiens vivent près des forêts qui représentent, pour eux, une source de revenu. Les écosystèmes forestiers revêtent un intérêt particulier en Tunisie et à l'échelle internationale. Le congrès de Marseille a, d'ailleurs, consacré 400 manifestations à ces écosystèmes.

Financé par l'Agence française de développement (AFD), coordonné par Expertise France et mis en œuvre par le Fonds mondial pour la nature (WWF), durant deux années (2020-2022), ce projet pilote a pour objectif d'intégrer la question de la conservation de la biodiversité dans au moins deux secteurs stratégiques qui impactent le plus la dégradation de la nature.

Dans une déclaration à l'agence TAP, Yosr Nehdi, cheffe de ce projet et responsable des politiques de plaidoyer auprès du bureau de WWF, BIODEV2030, a souligné que ce programme aspire à faire sortir la biodiversité du cadre étroit du Fonds pour aller vers les acteurs du secteur public et privé en Tunisie.

Elle a ajouté, dans ce contexte, que la question de la biodiversité reste marginalisée dans les débats politiques et les politiques publiques.

A l'échelle mondiale, les activités humaines ont contribué, durant les dernières décennies, à la dégradation de près de 75% des sols de la planète, selon un rapport publié, en 2019, par la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (Ipbes).

Bien que la biodiversité contribue à 17% du revenu national brut mondial, et s'il est vrai que 50% de l'économie mondiale reste tributaire des ressources naturelles, les sommes d'argent allouées à la protection de la nature et au développement durable ne dépassent pas les 0,001%.

Ces indicateurs alarmants sur les niveaux de dégradation des différents écosystèmes (marins et terrestres) sont récurrents dans les débats et discours des panélistes, experts et militants écologistes parmi les participants au Congrès mondial de la nature de l'Union internationale pour la conservation de la nature (Uicn), qui se tient du 3 au 11 septembre au Centre d'expositions et de conférences à Marseille (France). Cette conférence se tient à un moment fatidique, où le monde entier traverse une crise sanitaire et économique, en raison de la propagation du Covid-19, qui a paralysé l'économie, contribué à la perte de milliers d'emplois, bouleversé les habitudes des





gens et les a incités à reconsidérer leur relation avec la nature. Cette crise a, néanmoins, permis à la nature de souffler un peu, suite au confinement sanitaire. Cependant, le monde est-il prêt aujourd'hui à faire une trêve et à conclure un accord de réconciliation et de paix avec la nature ? C'est la question la plus importante qui revient comme un leitmotiv, au cours des différentes manifestations organisées lors de ce congrès auquel participe la Tunisie aux côtés de plus de 5 mille participants.

Des solutions lentes face à une crise croissante

Alors que la société civile appelle à une action concrète et à une intervention urgente pour sauver ce qui doit être sauvé, les efforts sont focalisés sur l'évaluation des causes de la dégradation de la biodiversité et leurs liens avec l'eau, l'alimentation et la santé, d'autant plus que les cadres législatifs, surtout dans les pays en voie de développement, font encore obstacle à l'avancement des projets de préservation de la nature et de la protection de ses ressources.

Au cours du congrès de Marseille qui précède le dernier round supervisé par les Nations unies de la 26e session de la Conférence des parties (COP 26) à la Cnuccl (novembre 2021 à Glasgow (Ecosse)), les participants aux travaux de l'Uicn devront prendre une décision finale qui sera présentée pour vote au sommet de la biodiversité, qui se tiendra en Chine entre avril et mai 2022. L'objectif recherché est de faire pression en vue de prendre des dispositions strictes et contraignantes en matière de préservation de la nature.

Parmi ces mesures, déclarer 30% de la superficie de la terre et 30% des aires des océans en tant que zones protégées à l'horizon 2030. Cela signifie qu'il faut limiter les activités de l'être humain dans les zones comprenant des réserves en biodiversité, ou les interdire complètement dans d'autres zones, dont les écosystèmes sont en état de dégradation. Pour rappel, le rapport de l'Ipbes révèle que plus de 85% de la superficie des zones humides dans le monde ont été détruites, lesquelles (zones) sont considérées comme ressources précieuses dans le domaine de la biodiversité, pouvant accueillir différentes formes de vie et représentant une source de revenus pour bon nombre d'habitants.

Selon le même rapport, la dégradation de la biodiversité que connaît le monde aujourd'hui va paralyser la réalisation de 80% des objectifs escomptés sur le plan international au niveau de la lutte contre la pauvreté, de la famine ainsi que celui de l'amélioration des services sanitaires. Dans une déclaration à l'agence TAP, Mohamed Ali Ben Tmesk, point focal représentant la Tunisie à la Convention internationale de la biodiversité dont le siège est à Montréal (Canada), a souligné que le rythme de l'exploitation humaine des ressources naturelles et des écosystèmes dépasse largement sa capacité de renouvellement. « Le monde est entré depuis 29 juillet 2021 dans une phase délicate caractérisée par la dépendance de l'être humain à la nature. Cette situation va coûter cher au monde dans les années à venir si on ne déploie pas des efforts supplémentaires



pour rattraper le temps perdu, puisque nous sommes confrontés à une situation de zéro ressources », a-t-il souligné. Et d'ajouter : « Il faut prendre les choses au sérieux au niveau local en œuvrant dans un cadre d'une approche participative pour changer effectivement la réalité et les comportements afin de limiter la dégradation de la biodiversité et de faire en sorte que les parcs et les zones naturelles ne soient pas que des projets sur le papier ».



Mariem Khadhraoui (Tunisie) ; Afrique-Biodev2030 : « La biodiversité, ça marche quand on y investit » ; TAP, 8 septembre 2021.

40

Pour accéder à l'article : <https://www.tap.info.tn/fr/Portail-%C3%A0-la-Une-FR-top/14364305-afrique-biodev2030?fbclid=IwAR38wqDla3ygKRnvFp2IVBvtz3q6cSqb7OkVpgWpoA0KYqAUqBOtw-LvmbI>





Marseille (France), 8 sept 2021 (TAP- de l'envoyée de TAP Mariem Khadhraoui)- Pour détruire l'environnement, il suffit d'une journée, pour le restaurer, il faut des années. Pourtant, l'humanité n'a plus de choix. Elle doit agir pour freiner la dégradation des écosystèmes nécessaires à sa survie et le secteur financier doit investir dans la restauration.

« La finance ne doit pas rester obsédée par le retour à court terme de ses engagements », a laissé entendre à cet effet, le directeur général adjoint de l'AFD, Bertrand Walckenaer, qui intervenait à un panel organisé en marge du Congrès mondial de la nature de l'UICN (3-11 septembre à Marseille), et à laquelle la Tunisie et d'autres pays africains ont présenté les premiers résultats du projet régional « Biodev2030 » que la banque publique française finance dans 16 pays.

« La biodiversité ça marche quand on y investit, des espèces disparues ont été réintroduites et des milieux ont été restaurés grâce, entre autres, à la Covid-19 qui a limité l'activité humaine et offert un repos à la nature », a noté le responsable de l'AFD, après avoir écouté les exposés sur les premiers résultats du projet en Tunisie, au Congo, au Mozambique, au Burkina-Faso, au Niger, en Ouganda, au Kenya et dans bien d'autres pays.

L'initiative « Biodev2030 », lancée en décembre 2020, pour une durée de deux ans, est mise en œuvre par Expertise France et exécutée en Tunisie le WWF en Tunisie.

41

Absence de données sur la biodiversité

=====

Les panélistes qui sont intervenus dans ce panel, ont été unanimes à souligner que l'absence de données fiables et actualisées et de diagnostics sur le potentiel de biodiversité et ses tendances ainsi que la difficulté de quantifier et d'évaluer son apport économique multisectoriel constituent les principaux défis auxquels sont confrontés les acteurs engagés dans l'implémentation de projets de conservation de la biodiversité aussi bien en Tunisie que dans les autres pays.

Des menaces pèsent également sur la biodiversité si riche, de Tunisie a rappelé le point focal de la Convention de la biodiversité (CDB) en Tunisie, Mohamed Ali Ben Temessek.

Il a cet effet, plaidé en faveur de mesures d'urgence pour sa conservation et pour l'introduction d'une comptabilité nationale qui aide à évaluer le capital naturel et mesurer son poids économique, évoquant un contrat déjà conclu avec un bureau d'études international pour dresser un bilan de l'état et tendances de la biodiversité en Tunisie et évaluer les impacts des différents secteurs privés sur les écosystèmes naturels ».

Dans le cadre de l'initiative « Biodev 2030 », le comité de pilotage du projet a choisi en se basant sur une première étude sur les facteurs d'érosion de la biodiversité, deux secteurs :





l'agroalimentaire et les industries extractives-carrières pour les impliquer, dans une prochaine étape, dans des changements de pratiques en faveur de la conservation de la biodiversité.

Ben Temessek a formulé l'espoir, par ailleurs, de voir l'initiative se prolonger sur les bases des résultats de cette phase d'expérimentation, qui d'après le directeur général adjoint de l'AFD « marche très bien ».

L'idée consiste à lancer après 2022, une deuxième phase de ce projet qui mènera à d'autres actions permettant de quantifier les impacts de la biodiversité sur l'ensemble des secteurs économiques.

En ce qui concerne l'évolution de « Biodev2030 » dans les autres pays africains, l'initiative est perçue au Sénégal à titre d'exemple, comme une opportunité pour adopter des changements transformateurs et restructurer l'industrie des mines, premier secteur responsable de la dégradation de la biodiversité dans le pays. Au Burkina-Faso, ça a permis de changer l'arsenal réglementaire, normes, lois, décrets pour empêcher certaines importations de produits nocifs mais essentiels à l'industrie des mines, dont le cyanure et le mercure.

Le pays est allé jusqu'à créer un Fonds minier qui « répare les dommages engendrés par cette industrie extractive, restaurer les sites exploités et planter des forêts".

Chaque pays à ses réalités, néanmoins, les panélistes s'accordent à dire qu'il faut agir pour constituer des bases de données et impliquer les communautés locales et la société civile d'autant que dans la majorité des pays africains, les sources de revenus de nombreuses populations dépendent de la nature et de la biodiversité.



Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique du nord : lancement de la norme UICN Nbs dans les villes méditerranéennes ; Afrik 21, 11 septembre 2021.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/afrique-du-nord-lancement-de-la-norme-uicn-nbs-dans-les-villes-mediterraneennes/>



43

Les villes de la rive africaine de la mer Méditerranée ont été évaluées sur l'application des solutions basées sur la nature (Nbs), telle que définie par la norme mondiale de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Présentés lors du congrès mondial de l'UICN qui se tient du 3 au 11 septembre 2021 à Marseille en France, les résultats de cette évaluation, première du genre, soulignent entre autres la nécessité d'une participation plus inclusive du public dans la mise en œuvre des Nbs.

Le congrès mondial de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) qui se tient du 3 au 11 septembre 2021 à Marseille (en France), a servi de cadre à la présentation des résultats de la première évaluation de la norme mondiale de l'UICN dans les zones urbaines méditerranéennes. Intitulé « Planifier et fournir des solutions fondées sur la nature dans les villes méditerranéennes », l'étude a consisté à vérifier une sélection de 18 pratiques dans les villes méditerranéennes, à la lumière de la norme mondiale de l'UICN. Ainsi, pour l'UICN, il était question de savoir si les projets et stratégies réels déjà mis en œuvre ou en cours de conception





dans les villes riveraines de la Méditerranée répondent aux exigences de la norme mondiale de l'UICN Nbs.

En Afrique, les villes ciblées par cette évaluation sont connues. Il s'agit entre autres de Tripoli et de Benghazi en Libye, d'Alexandrie en Égypte, de Tunis en Tunisie, de Tanger au Maroc et d'Alger la capitale de l'Algérie, qui est par ailleurs l'agglomération la plus peuplée du pourtour de la Méditerranée, avec près de 7,8 millions d'habitants en 2020.

Améliorer la participation des citoyens dans les pratiques Nbs

Les enseignements généraux tirés de l'évaluation soulignent la nécessité d'améliorer continuellement les pratiques Nbs. L'étude recommande également une participation plus inclusive du public, l'intégration d'une gestion adaptative et la mise en place de systèmes de suivi pour un meilleur rapport sur les avantages potentiels du NbS dans les contextes urbains.

Selon la définition de l'UICN, les Nbs sont des actions visant à protéger, gérer durablement et restaurer des écosystèmes naturels ou modifiés, qui répondent aux défis sociétaux de manière efficace et adaptative, tout en assurant le bien-être de l'homme et des impacts positifs en termes de biodiversité. « Nous pensons qu'une urbanisation différente – plus durable et inclusive – est certainement possible, et nous espérons que la norme mondiale de l'UICN sur le Nbs deviendra un outil utile pour guider les urbanistes, les entreprises et la société civile à développer les avantages sociaux et environnementaux des solutions fondées sur la nature, et communiquer des exemples de réussite pour inspirer une action positive pour la nature dans les zones urbaines de la Méditerranée et du monde », affirme Lourdes Lázaro Marín, la coordinatrice de l'évaluation depuis le Centre de coopération méditerranéenne de l'UICN.





Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Zimbabwe to benefit from sustainable solutions initiatives ; Panfrican visions, 12th September 2021.

To access the article : <https://panafricanvisions.com/2021/09/zimbabwe-to-benefit-from-sustainable-solutions-initiatives/>



45

On International day of South-South Cooperation (12 September), the United Nations World Food Programme (WFP) acknowledges the Global south's important contribution to alleviate food insecurity and malnutrition in Zimbabwe. The Governments of Brazil, China, India and South Africa, have provided tangible transfer of information, resources and expertise to Zimbabwe over the past years, successfully administered through WFP, to support food security and nutrition in Zimbabwe.

The sharing of expertise that connects farmers to technology has been vital to support business development through e-commerce. China-Aid Agricultural Technology and Demonstration Centre led the exchange in partnership with Knowledge Transfer Africa (eMkambo), supporting up to 500 smallholder farmers with marketing and horticulture training. Additionally, several farmers and Agritex officers (government officers within the Ministry of Agriculture) were supported through a trainer programme, to ensure longevity of the project.

India's recent contribution through the India-UN Development Partnership Fund focuses on climate change mitigation in Zimbabwe. Farmers will be trained on the advantages of growing



drought-tolerant crops such as sorghum or millet, including techniques on how to reduce post-harvest losses. The programme aims to assist around 5,200 smallholder farmers in Chiredzi and Mangwe districts over the coming months.

Similarly, the Government of South Africa donated maize meal to assist families affected by Cyclone Idai in 2019. WFP provided warehousing services to facilitate this partnership. “Cyclone Idai was said to be the worst tropical cyclone on record to affect Africa and the Southern Hemisphere. It is in this regard that when Zimbabwe was one of the countries that were affected in our region in March 2019, the Government of South Africa immediately mobilized resources and pledged our joined support to the affected communities.”, said Dr. Naledi Pandor, Minister of International Relations and Cooperation of the Republic of South Africa, when handing over food aid to Zimbabwe. “As a close neighbour and regional member, South Africa has focused on supporting a humanitarian response to Zimbabwe in the face of natural disasters”, he added.

Through WFP’s Centre of Excellence, Brazil provides research and policy support to homegrown school feeding programmes, which harness a range of elements including education, health, social protection and agriculture.



“We aim to work more closely with our partners to build the skills needed, so that Zimbabwe is able to meet its Agenda 2030 commitments “, said Ms. Francesca Erdelmann, WFP Zimbabwe Country Director and Representative. “Specifically, WFP aims to enhance market linkages between smallholder farmers and strengthen the capacity of national authorities. South-South Cooperation is key to this strategy, and we are determined to unlock its full potential,” she added.





In close collaboration with the Government of Zimbabwe, WFP is currently developing its 2022-2027 Country Strategic Plan, which will promote further collaboration with the aim of establishing sustainable, resilient and shock responsive social protection programmes with a food systems lens.

Agriculture accounts for up to seventy percent of the populations' livelihood activity in Zimbabwe, which makes it critical to find optimal techniques to grow food sustainably and connect local supply to markets. Middle and low-income countries possess a rich trove of knowledge that can be shared and adapted to overcome development challenges.

Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : préserver le bassin du Congo, l'une des résolutions du congrès de l'UICN ; Afrik 21, 13 septembre 2021.

47

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/afrique-preserver-le-bassin-du-congo-lune-des-resolutions-du-congres-de-luicn/>



La préservation de la biodiversité du bassin du Congo figure parmi les 137 résolutions du congrès mondial de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), qui s'est tenu du 3





au 11 septembre 2021 à Marseille (en France). Représentant 5% des forêts tropicales de la planète, le bassin du Congo devra jouer un rôle important dans l'objectif mondial visant à protéger au moins 30% de la biodiversité de la planète d'ici à 2030.

Le « manifeste de Marseille », déclaration de clôture de l'édition 2021 du congrès mondial de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), appelle à des changements radicaux. Il s'agit notamment de protéger au moins 30% des terres et des océans d'ici à 2030. L'objectif a été formulé par la France et le Costa Rica en janvier 2020 avant d'être repris quatre mois plus tard par la Convention sur la diversité biologique (CDB). Il fait partie des 137 résolutions du congrès de l'UICN.

Selon l'UICN, seulement 23% du globe est aujourd'hui protégé. Et pourtant des scientifiques établissent que si ce pourcentage n'est pas étendu à au moins 30% d'ici à 2030, la capacité de la planète à atténuer le changement climatique serait compromise.

Un accord climat/biodiversité en faveur du bassin du Congo

L'augmentation de la surface des aires protégées sera axée sur les forêts tropicales. Les membres de l'assemblée générale de l'UICN ont en effet insisté sur l'importance capitale des forêts tropicales, et en particulier celles du bassin du Congo pour les services et biens rendus non seulement pour le développement socio-économique des États de l'Afrique centrale et de leurs populations, mais aussi et surtout pour la planète en tant que puits de carbone indispensable pour la lutte contre le changement climatique.

Ils ont à cet effet, plaidé en faveur d'un nouvel « accord climat/biodiversité » pour la préservation des forêts et tourbières tropicales du Bassin du Congo, afin qu'une part équitable des financements du climat et de la biodiversité mondiale soit destinée aux forêts tropicales et tourbières du bassin du Congo.

Le bassin du Congo représente 5% de la surface mondiale des forêts tropicales. Pour les membres de l'UICN, cette part devrait permettre à la région de recevoir au moins 5 % de tous les financements climatiques. En supposant que les 100 milliards de dollars annoncés par an pour le Fonds vert pour le climat (FVC) soient disponibles, cela correspondrait à 5 milliards de dollars par an de financement climatique pour le bassin du Congo.





Ernest Agbota (Bénin) ; De l'éco-habitat dans nos villes pour une résilience face au climat ! Radio parakou (ORTB), 14 septembre 2021.

Pour écouter l'émission : <https://soundcloud.com/association-africa-21/ecohabitat-et-resilience-face-au-climat?si=1d860a60291e496cb765dbc7fd9c8c4e>

L'accord de Paris sur le climat montre que si l'on veut parvenir aux objectifs mondiaux d'atténuation des effets du réchauffement climatique, il faut impérativement transformer le secteur du bâtiment. Pour s'adapter à la crise climatique, il importe donc de revoir nos façons de construire en évitant le béton, source incontestable de chaleur et de gaz à effets de serre. Dans les villes ouest africaines où il fait souvent très chaud, nous n'en sommes pas encore conscients. Au Bénin, dans les villes de Cotonou et de Parakou par exemple, les bâtiments en béton couverts de tôles poussent comme des champignons. Mais c'est une chaleur infernale qui y prévaut de jour comme de nuit avec à la clé toutes les conséquences sanitaires sans que personne ne soit interpellé. Dans ce magazine, experts, acteurs de la société civile, spécialistes du bâtiment et agents de santé attirent notre attention sur le risque que représente la construction des maisons en dur à base ciment dans le contexte climatique actuel et futur et proposent des recettes adéquates.

49



Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : création d'un forum d'affaires pour l'exploitation durable des forêts ; Afrik 21, 14 septembre 2021.

Pour consulter l'article : <https://www.afrik21.africa/afrique-creation-dun-forum-daffaires-pour-exploitation-durable-des-forets/>



50

C'est l'une des retombées du congrès mondial de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) qui s'est tenu du 3 au 11 septembre 2021. Le Gabon et la France ont présenté le projet de création d'un forum d'affaires pour la mise en place de chaînes de valeur durable en Afrique. L'initiative vise à impliquer le secteur privé dans la gestion durable des forêts en Afrique.

Le 6 septembre 2021 à Marseille (en France), le Gabon et la France ont saisi l'occasion du congrès mondial de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), pour présenter une nouvelle initiative visant la conservation des écosystèmes forestiers en Afrique. « Un forum d'affaires pour la mise en place de chaînes de valeur durable en Afrique ». « Pour lutter contre la déforestation, il faut produire et consommer durablement. Avec le Gabon, je suis fier de lancer une initiative pour la création d'un forum pour les chaînes de valeur durables en Afrique... », a déclaré Jean-Yves Le Drian, le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères.





Ce forum d'affaires sur les chaînes de valeurs durables en Afrique, sera lancé en novembre prochain à Glasgow (en Écosse), lors de la Cop 26 sur le climat. Il compte mobiliser des représentants du secteur privé, des acteurs économiques français choisis au sein du Groupe national des forêts tropicales (GNFT), les Conseillers du commerce extérieur français, les membres intéressés de l'Africa Business Forum de l'Institut Choiseul, ainsi que les délégués des pays membres de l'Alliance pour la préservation des forêts tropicales et humides (APFTH), lancée début 2020, lors du One Planet Summit.

Contribuer à l'atteinte des objectifs de l'accord de Paris

Le forum d'affaires annoncé par le Gabon et la France obéit à la charte de l'APFTH, dont les deux pays sont d'ailleurs signataires. L'un des objectifs fondamentaux de l'APFTH dispose « qu'un approvisionnement responsable et la mise en place de chaînes de valeur durables à faible intensité de carbone sont essentiels pour prévenir l'exploitation forestière illégale, les feux de forêt et d'autres facteurs de déforestation et de dégradation des forêts, ainsi que pour atteindre l'objectif d'une économie circulaire. Considérant également que la mise en œuvre de ces objectifs passe par des approches reposant sur le partenariat entre les pays dotés de forêts tropicales, les pays partenaires et d'autres parties prenantes, notamment une politique d'achats publics et privés responsable et des modes de production et de consommation durables. »

51

Ainsi pour le Gabon et la France, le principal objectif du forum d'affaires pour la mise en place de chaînes de valeur durable en Afrique est de poser les jalons de l'opérationnalisation de l'APFTH comme instrument de la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le Climat, des objectifs de développement durable (ODD) et du Cadre mondial sur la biodiversité Post 2020.



Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : le continent comptera 105 millions de migrants climatiques d'ici à 2050 ; Afrik 21, 16 septembre 2021.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/afrique-le-continent-comptera-105-millions-de-migrants-climatiques-dici-a-2050/>



52

La Banque mondiale publie la deuxième partie de son rapport Groundswell, sur les migrations liées au climat. Selon l'étude, plus de 200 millions de personnes dans le monde, dont 105 d'africains, pourraient être obligées de quitter leur lieu d'habitation d'ici à 2050, à cause du changement climatique. L'institution financière appelle à la prise de mesures drastiques pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, et combler le retard de développement de certaines parties du continent.

Les projections Groundswell partie 2 revoient à la hausse le nombre de personnes qui seront forcées de quitter leurs domiciles à cause des effets du changement climatique d'ici à 2050. L'étude de la Banque mondiale sur la mobilité liée au climat indique dans son scénario le plus pessimiste, qu'avec un niveau d'émission de gaz à effet de serre élevé et un développement socio-économique inégal, jusqu'à 216 millions de personnes se déplaceront dans leur propre pays dans les six régions analysées, l'Amérique latine ; l'Afrique du Nord ; l'Afrique sub-saharienne ; l'Europe de l'Est et l'Asie centrale ; l'Asie du sud ; ainsi que l'Asie de l'Est et le Pacifique.





Dans la même logique du scénario le plus pessimiste, c'est l'Afrique subsaharienne qui connaîtrait le plus de migrants climatiques, avec jusqu'à 86 millions de personnes se déplaçant à l'intérieur des frontières nationales. Cette situation est réciproque à sa réponse vis-à-vis des effets du changement climatique. Il s'agit de la région la plus vulnérable en raison de la désertification, des côtes fragiles et de la dépendance de la population à l'agriculture de subsistance.

Les migrations climatiques affecteraient 9% de la population d'Afrique du Nord

L'Afrique du Nord, cependant, devrait aussi avoir une grande proportion de personnes affectées, avec 19 millions de migrants climatiques, ce qui équivaut à environ 9 % de sa population. Les raisons avancées par le rapport sont la pénurie croissante d'eau dans le nord-est de la Tunisie, le nord-ouest de l'Algérie, l'ouest et le sud du Maroc, et dans les contreforts centraux de l'Atlas.

Ainsi les paramètres étudiés par le rapport sont les effets climatiques à évolution lente tels que la pénurie d'eau, la baisse des rendements agricoles et l'élévation du niveau de la mer. « Les résultats de cette étude réaffirment la puissance du climat pour induire la migration au sein des pays », affirme Viviane Wei Chen Clement, spécialiste principale du changement climatique à la Banque mondiale et l'un des auteurs du rapport. Et selon François Gémenne, chercheur spécialiste des questions de géopolitique et d'environnement, « sur quatre migrants dans le monde, trois sont en fait internes. Il est essentiel de comprendre ces dynamiques régionales, plutôt que de ne s'occuper que du franchissement de la Méditerranée ».

« Dans le scénario le plus respectueux du climat, avec un faible niveau d'émissions et un développement inclusif et durable, le monde pourrait encore voir 44 millions de personnes contraintes de quitter leur foyer », indique le rapport. Toutefois le chiffre de 216 millions de déplacés climatiques projeté dans le pire des scénarios est nettement supérieur à l'estimation publiée en 2018 de 143 millions de déplacés climatiques, dans la première partie de Groundswell. Parmi les actions recommandées par la Banque mondiale, il y a l'atteinte de « zéro émission nette d'ici le milieu du siècle pour avoir une chance de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C » et des investissements dans un développement « vert, résilient et inclusif, conformément à l'Accord de Paris ».



Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Égypte : la Banque mondiale finance la lutte contre la pollution de l'air au Caire ; Afrik 21, 17 septembre 2021.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/egypte-la-banque-mondiale-finance-la-lutte-contre-la-pollution-de-lair-au-caire/>



54

La Banque mondiale accorde un financement de 200 millions de dollars à l'Égypte. Cette enveloppe est destinée à la mise en œuvre d'un projet visant la réduction de la pollution de l'air dans le grand Caire, ainsi que la mitigation des effets du changement climatique.

Le grand Caire en Égypte, l'une des plus grandes régions métropolitaines au monde (comptant les gouvernorats du Caire, de Gizeh et de Qalyubia), pourrait se débarrasser du nuage noir qui se répand depuis près de deux décennies dans son atmosphère. Le 15 septembre 2021, la Banque mondiale a débloqué un financement de 200 millions de dollars en faveur du projet de gestion de la pollution de l'air et du changement climatique dans la région du grand Caire. L'initiative qui a été validé par la banque en 2020, a pour objectif d'améliorer la qualité de l'air dans le grand Caire et de mitiger les impacts du changement climatique.

Le projet qui sera mis en œuvre par le ministère égyptien de l'Environnement avec l'aide d'autres ministères et institutions, est structuré en quatre axes principaux : renforcer le système d'aide à la



décision sur la qualité de l'air local, soutenir la mise en œuvre de plans de gestion des déchets solides dans la zone, travailler à la réduction des émissions du système de transport en commun et modifier les comportements des citoyens et la sensibilisation à la pollution de l'air. Le projet inclut également la construction d'un complexe d'entreposage, de traitement et de recyclage des déchets.

Un nuage noir qui constitue 42 % de la pollution atmosphérique du pays

En Égypte, une épaisse nappe de fumée appelée « nuage noir » recouvre les villes du Caire et du delta du Nil depuis 1997. La brume est en partie causée par de la paille de riz accumulée et brûlée par des agriculteurs qui n'ont pas les moyens de transférer la paille de riz de leurs champs vers les centres de recyclage. Selon le ministère égyptien de l'Environnement, le nuage noir représente 42 % de la pollution atmosphérique du pays.

Une pollution économiquement lourde pour les Égyptiens. « Le coût économique annuel supporté par les citoyens dont la santé est affectée par la pollution de l'air dans la région du Grand Caire est estimé à environ 1,4% du produit intérieur brut (PIB) de l'Égypte, a déclaré la Banque mondiale l'année dernière, citant des études récentes » indique Yasmine Fouad, la ministre égyptienne de l'environnement.



Eric Ojo (Nigeria) ; African Climate Reality Project Trains 40 Young Nigerians ; African Examiner, September 19th, 2021.

To access the article : <https://www.africanexaminer.com/african-climate-reality-project-trains-40-young-nigerians/>



56

African Climate Reality Project (ACRP) in conjunction with Global Initiative for Food Security and Ecosystem Preservation (GIFSEP), has trained 40 young Nigerians on advocacy-based campaign relating to climate change and transition to renewable energy sources.

The training which drew participants from climate impacted states and communities impacted by fossil fuels across Nigeria, was organized in Abuja under the auspices of ACRP's Zero Emission/Omission Campaign.

ACRP is a branch of the US-based The Climate Reality Project which was established to support Africa Climate Reality Leaders in their efforts to combat climate change in Africa, a continent disproportionately affected by this global crisis.



In 2014, former US Vice President and Noble Laureate, Al Gore trained hundreds of Africans from across the continent at the ACRP's Leadership Corps training in South Africa. To date, over 650 Africans have attended one of these trainings and now volunteers as Climate Reality Leaders in over thirty countries in Africa

Similarly, GIFSEP is a non-profit organization founded on the ideals of environment education, climate change adaptation and mitigation, renewable energy and sustainable development. Its mission is to mobilize communities to build resilience to a changing climate, as well as to conserve and protect the environment.

Climate Reality Leader and founder of GIFSEP, Mr. David Michael Terungwa said the training which is also taking place in other African countries, targets young climate activists in Nigeria.

« The ACRP'S Zero Emission/Omission campaign is aimed at the Development Finance Institutions (DFIs) who are supporting fossil fuel projects across Africa. So, the objective is to get these young activists to understand the roles of the DFIs, to understand that they are funding some of the fossil fuel projects across Africa and to demand that they divest from fossil fuel and fund rather renewable energy projects across the continent”, he said.

Mr. Terungwa noted that currently the activities of young people in demanding for climate justice around the world, is increasing while the older generation of people are more into the business-as-usual syndrome, adding that the young people have seen what the future will be like if “we continue the business as usual way”.

“So, this is the reason why we are targeting them this early, so that they can begin to engage and even that some of them who are activists now may tomorrow find themselves in position of authority in some of those DFIs. The wealth of knowledge they would have on the need to invest wisely, will deter them from focusing their attention on the ‘normal’. So they will be more inclined to proffer solution to the problem the world is facing today.

“This is aimed at equipping the young people, particularly activists with the tools through which they can carry out their advocacy, taking non-violent actions and to engage the DFIs in a very peaceful way so that they can refocus or re-channel their funding to renewable energy”, he added.

“In Africa, we know that the issues of climate change are already here, so why we demand for climate justice for the continent, we expect that as they are funding some of their projects we can begin to look at transition to renewable energy. So specifically we don't want them to go the way of coal or new oil projects on the continent”, he further explained.

He added that the organizers will continue to engage with the participants after the training by equipping them with what it takes to do more advocacy work in their respective communities.





“They are from different communities. They are our eyes around because we may not know exactly when some of these project start, so that we can begin to raise objections against such identified projects in any part of the country proactively. So, we will keep engaging them and building their capacities to become activists not only within the context of the DFIs but also to the communities themselves.

“We are asking them to start from their families, their friends in school, places of worship and the community because the issue affects all of us. Sometimes, when we are discussing the issues and looking at DFIs or the government, we think it is us-versus-them but the reality is that, we are also guilty in some ways because of some of our actions which come back to hurt the environment and hurt us”, he stressed.

The Climate Reality Leader also harped on the need for Nigeria put all the extant international agreements it signed on issues relating to the environment into practical actions so they don't just remain on paper.

Mr. Terungwa said the state governments in particular, need to do a little bit more on advocacy on environmental issues in their states because, according to him, as it is, apart from Lagos, most states, are sleeping on these issues.

“We can clearly see what is going on around the country and it is affecting us all. The state government can take the lead but also the business community should also take advantage of where the world is shifting to. The world is slowly shifting away from fossil fuel and there are a lot of opportunities in clean technology, clean businesses around renewable energy and all of that.

“Majority of these are not in our country, everything is sourced from abroad. Those in business need to invest in some of these clean energy technology to bring down the prices and to bridge that technological gap between us and Europe, America and Asia. The fact is that the world is moving very fast and we cannot continually depend on other countries for our sustenance and for our technological development. We have the capacity here as a country. So, all of us together, the business sector, the government, civil society and as individuals, we need to also be awake to the reality of what is happening around the world”, he added.

Oa VynEdison, one of the participants who spoke with our Correspondent, expressed his appreciation of the training, noting that it is really germane and beneficial. VynEdison said he will definitely put the knowledge gained to use in creating more awareness about the subject matter.

“I adjudge this training as a successful one given that the knowledge impacted was actually enriching and enlightening. Personally, I intend to incorporate this fresh insights and knowledge





into my activities as someone working in a Non-Governmental Organization (NGO) sector”, he added.

Speaking in a similar vein, another participant, Lauritta Boniface noted that she really learnt a lot from the training, adding that it was very impactful for her as an environmental activist.

“I have really learnt a lot today. This training is very impactful for me particularly. Before now, my knowledge of climate change was rudimentary. The meeting is like an eye-opener, now I have more insights on what climate change is all about and how I am personally affected by my activities and how we can channel our concerns to the government and the DFIs.

“I have been organizing Eco talks in secondary schools and I think, I will pass on this knowledge to the secondary school students. I will now teach them more, they should know the fundamental issues, they should know how to reduce their carbon footprint and how to raise their voices as well just as I have been taught today, through writing, storytelling, advocacy, everything they need to know as well”, she further stated.

Also in his remarks, Harrison Charles Ekoh, a participant from Suleja in Niger State, described the training as very revealing and insightful. In his words, “Even when we think we know about the effects of climate change, this training serves as a reminder of the things we already know and it has given us more insights.

Ekoh said his take home message from the training is that no matter how we feel about the environment, we are mandated as concerned individuals to take action because the environment is for all of us and we should always have this consciousness in us that the environment is ours and ours for the keeping and as such all hands must be on deck to protect it at all times.

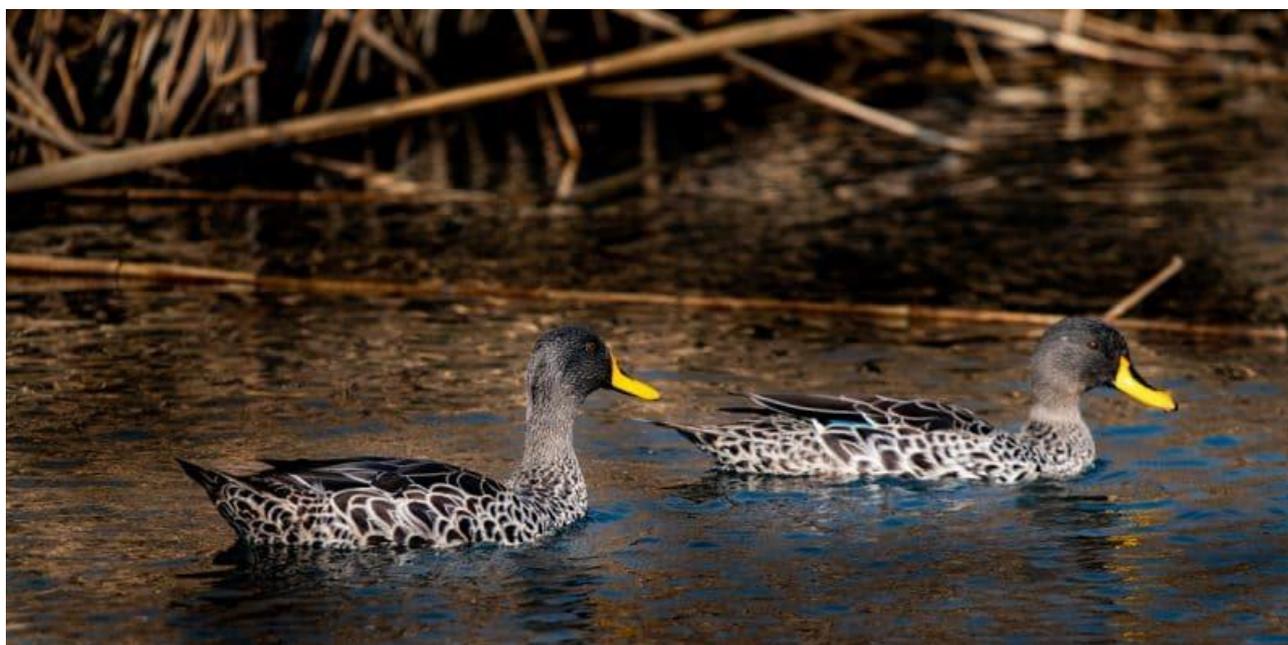
“I have come to the understanding that as an individual, I don’t necessarily need to operate through an office structure or join a group, I can make my voice heard on these issues through social media platforms and I will definitely make good use of the knowledge acquired here today”, he stressed.



Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : le Lesotho et la Libye intègrent le réseau mondial de biosphère de l'Unesco ; Afrik 21, 20 septembre 2021.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/afrique-le-lesotho-et-la-libye-integrent-le-reseau-mondial-de-biosphere-de-lunesco/>



60

Le Lesotho et la Libye font leur entrée dans le réseau mondial de biosphère de l'Unesco, à travers les sites respectifs de Matšeng et d'Ashaafean. C'est ce qui ressort de l'assemblée annuelle du Conseil international de coordination du Programme sur l'Homme et la biosphère de l'Unesco (CIC-MAB), réunie pour la première fois en Afrique, plus précisément à Abuja (capitale du Nigéria), du 13 au 17 septembre 2021.

Le réseau mondial de réserves de biosphère de l'Unesco s'étend à deux nouveaux pays africains. Le Lesotho et la Libye viennent de faire leur entrée dans le Programme sur l'Homme et la biosphère (MAB) de l'Unesco avec la désignation de leurs premiers sites : respectivement les réserves de biosphère de Matšeng et d'Ashaafean.

Située au nord du Lesotho, la réserve de biosphère du Matšeng couvre une superficie de 112 033 hectares. Ce site naturel à l'écosystème peu perturbé abrite les dernières forêts indigènes du





Lesotho ainsi que des d'oiseaux endémiques de haute priorité tel que le serin de Symons (de son nom scientifique, *Crithagra symonsi*).

La réserve de biosphère d'Ashaafean quant à elle est située au nord-ouest de la Libye, sur une superficie centrale de 83 060 hectares. Protégée par un décret gouvernemental depuis 1978, il s'agit de la première réserve de biosphère de la Libye, avec une variété d'espèces rares ou menacées, notamment des plantes médicinales et aromatiques ainsi que des espèces de faune inscrites sur la liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), telles que la hyène rayée (*Hyaena hyaena*), la tortue terrestre (*Testudo graeca*) et l'outarde houbara (*Chlamydotis undulata*).

Déjà 87 sites africains inscrits dans le réseau MAB de l'Unesco

L'arrivée du Lesotho et de la Libye au sein du réseau MAB de l'Unesco porte ainsi à 87 le nombre de réserves africaines, et à 33 le nombre de pays africains présents au sein du réseau mondial.

L'Unesco a reconnu les réserves de ces pays d'Afrique australe (Lesotho) et du nord (Libye), lors de la dernière assemblée annuelle de son Conseil international de coordination du Programme sur l'Homme et la biosphère (CIC-MAB), réunie à Abuja (capitale du Nigéria), du 13 au 17 septembre 2021. Ces assises qui se tenaient pour la première fois en Afrique se sont soldées par l'introduction de 20 nouveaux sites, situés dans 21 pays du monde, au réseau mondial de la biosphère de l'Unesco. « L'Unesco accompagnera les pays pour réaliser l'objectif d'atteindre le seuil de 30% de zones protégées en 2030. Et cela commence ici, avec ces nouvelles réserves qui rejoignent le programme MAB. L'éducation à l'environnement est également essentielle pour reconstruire notre relation avec la nature, de la petite enfance aux programmes de recherche sur la biodiversité, et l'Unesco se mobilise pour que l'environnement devienne un élément clé des programmes scolaires d'ici à 2025 », annonce Audrey Azoulay, la directrice générale de l'Unesco.

61





Anto Mulanga (RDC) ; Lubumbashi : le bois énergie, avantage pour les populations et menace pour la forêt ; La Guardia, 27 septembre 2021.

Pour accéder à l'article : <http://magazinelaguardia.info/2021/09/27/lubumbashi-le-bois-energie-avantage-pour-les-populations-et-menace-pour-la-foret/>

Moins de 10% de la population de Lubumbashi ont accès à l'électricité. Conséquence, plus de 90% de ménages recourent au charbon de bois et bois de chauffe pour le besoin en énergie de cuisson. L'exploitation et la commercialisation de ce bois énergie qui génère plus de cent septante cinq milles emplois selon l'étude du CIRAD menace les forêts. Les experts préconisent des techniques et pratiques pour concilier à la fois le besoin énergétique et les intérêts économiques des populations avec la protection des forêts. Il s'agit notamment du reboisement, de l'utilisation de foyers améliorés et de la carbonisation améliorée. Des initiatives qui peinent à être mis en œuvre à travers le pays faute de l'implication de l'Etat.

A Lubumbashi, des habitants coupent du bois dans la forêt sans se soucier que cette ressource vienne à tarir un jour. Richard Kabamba est l'un d'eux. Depuis plus de 30 ans, il est exploitant et négociant du bois de chauffe et du charbon de bois. « Au début, nous trouvions des arbres appropriés à seulement 5 km de la ville Aujourd'hui, la distance est, en moyenne, de l'ordre de 30 km. Et la forêt ne fait que reculer », reconnaît-il.

Les exploitants du bois, que cela soit pour le bois de chauffe, le charbon de bois ou le bois d'œuvre, ne coupent pas n'importe quel arbre. Selon l'usage, il y a des espèces appropriées, et il faut que l'arbre soit bien mur. Ainsi, ils sautent des petits arbres pour en rechercher des spécimens en pleine forêt. Spécimens qui deviennent de plus en plus rares car ne se reconstituant pas au même rythme que la coupe. « Les gros arbres deviennent de plus en plus rare dans la forêt nous sommes obligés de parcourir beaucoup de kilomètres pour en trouver » Rapporte Chalwe un exploitant du bois sur la route Kasenga.

Néanmoins, pour ces exploitants, le reboisement n'est pas une priorité car selon eux les arbres poussent naturellement. Il n'y a pas intérêt à reboiser, se défend Jolie Mbeya vendeuse de charbon de bois. « Nous constatons seulement qu'ils sont entrain de pousser », ajoute-t-elle.

Augustin Nge professeur à la faculté des sciences agronomiques de l'université de Lubumbashi et associé à l'étude filières bois-énergie du CIRAD reconnaît pour sa part que l'exploitation du bois a





un impact négatif sur l'environnement. « De façon globale la filière charbon des bois sur le plan social a beaucoup plus d'avantages en termes de revenus et en termes d'amélioration des conditions de vie parce que l'étude a démontré qu'avec les revenus issues du charbon de bois les ménages peuvent résoudre certains problèmes qui se posent mais sur le plan environnemental l'impact est un peu plus néfaste parce que cela conduit à la déforestation aussi longtemps que la consommation est supérieure à la vitesse même de la régénération de la forêt ».

Il invite les autorités à capitaliser les acquis positifs de l'étude pour voir dans quelle mesure on peut améliorer les revenus de ces ménages et atténuer les effets néfastes de la production du bois énergie comme la déforestation, les gaz à effet de serre qui contribuent au changement climatique.

Il préconise des pistes de solution comme l'utilisation des foyers améliorés et des gaz qui actuellement contribuent moins au changement climatique pour les consommateurs « Avec les foyers améliorés vous pouvez réduire la consommation du bois énergie jusqu'à 30% voire 50% et sur le plan de la santé il y a moins de pollution en utilisant les foyers améliorés appropriés ».

Au niveau de la production, Augustin Nge propose des plantations à croissances très rapides, l'amélioration du rendement à la carbonisation. Il propose également le développement d'autres formes des combustibles liquides, solides ou gazeux qui peuvent contribuer tant soit peu à l'amélioration de la situation.

De son côté, l'observatoire des forêts claires de la République Démocratique du Congo se dit prêt à capitaliser les données présentées par le CIRAD afin de les intégrer dans un dispositif de stockage car selon son directeur général Professeur-ingénieur François Munyemba Nkakumbi, les résultats qui arrivent aujourd'hui sont les données de demain. « Une étude sur les filières bois énergies vaut son pesant d'or parce que ces ressources sont sous valorisées aujourd'hui. Dans la plupart des cas, la forêt est exploitée mais la population locale n'en tire pas réellement profit, raison pour laquelle l'étude de la filière bois énergie qui vient d'être développée vient de nous donner une idée claire de combien ça vaut, qu'est-ce qu'on peut gagner, le type d'emploi qu'on peut créer et comment on peut capitaliser ces ressources pour le bien des communautés locales ».

Selon l'étude menée par le Centre de coopération International en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD), la consommation globale en bois-énergie de Lubumbashi est estimée à 2,87 millions de tonnes d'équivalent bois pour une population estimée à 2,281 millions d'habitants. L'étude précise qu'en produisant du charbon de bois, on perd 87 % de la masse du bois.



Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : les pays du bassin du Congo se préparent pour la COP26 ; Afrik 21, 27 septembre 2021.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/afrique-les-pays-du-bassin-du-congo-se-preparent-pour-la-cop26/>



64

L'avenir des forêts du bassin du Congo est en débat le 6 octobre 2021 à Paris, la capitale de la France. Organisée en prélude à la COP 26 sur le climat, cette initiative vise à actualiser les besoins des Etats d'Afrique centrale, afin de préserver les forêts du bassin du Congo, deuxième poumon vert de la planète après l'Amazonie.

L'expression poumon vert de la planète désigne les grandes forêts de la Terre, qui produisent le dioxygène de l'air et fixent le CO² atmosphérique grâce à la photosynthèse. C'est la raison pour laquelle la préservation des forêts tropicales est nécessaire pour parvenir à maîtriser le dérèglement climatique, en limitant le réchauffement de la planète à un niveau nettement inférieur à 2 °C et en poursuivant les efforts pour le limiter à 1,5 °C d'ici à 2100, comme le stipule l'accord de Paris sur le climat. L'Afrique centrale a un rôle déterminant à jouer dans l'atteinte de cet objectif climatique mondial. Car la région abrite le deuxième massif forestier tropical du monde, avec le taux de déforestation le plus bas au monde situé à 0,3% par an, selon la commission des forêts du bassin du Congo (Comifac).





Un mois avant l'ouverture de la COP 26 sur le climat (du 1er au 12 novembre 2021 à Glasgow en Ecosse), la Ville de Paris (en France) organise une journée de débats sur l'avenir des forêts du bassin du Congo. L'événement virtuel du 6 octobre 2021 est axé notamment sur le financement de la préservation des forêts du bassin du Congo. « Entre la nécessité de répondre aux défis globaux et les priorités de pays parmi les plus pauvres de la planète, les agendas ne sont pas nécessairement convergents. Il y a pourtant urgence à trouver un chemin qui concilie développement et environnement », explique l'organisateur.

Finance climatique, une priorité pour le bassin du Congo

Les enjeux de la journée de débats sur l'avenir des forêts du bassin du Congo rejoignent ceux formulés en avril dernier par les présidents Félix Tshisekedi de la République démocratique du Congo (RDC), Ali Bongo Ondimba du Gabon, Uhuru Kenyatta du Kenya, Muhammadu Buhari du Nigeria et Cyril Ramaphosa d'Afrique du Sud. Prenant part au sommet des leaders sur le climat, les cinq chefs d'Etat africains ont souligné la nécessité d'un financement climatique conséquent en faveur de l'Afrique. Pour ces derniers, les pays développés doivent s'engager à combler leur déficit de financement climatique d'avant 2020, soit 100 milliards de dollars. Cette moyenne annuelle doit être le plancher, et non le plafond, et des efforts continus doivent être déployés pour déterminer et satisfaire les besoins et les priorités des pays en développement.

Dans une déclaration commune publiée le 24 septembre 2021, les Secrétaires exécutifs des Commissions régionales des Nations unies ont appelé à une coopération régionale renforcée afin de développer des solutions naturelles et technologiques pour capter le CO² de l'atmosphère et assurer son stockage à long terme. Selon eux, les pays développés devraient fixer un prix équitable pour les stocks de carbone détenus en tant que biens mondiaux dans les forêts tropicales et les tourbières, et soutenir les efforts visant à accroître la capacité de ces puits de carbone qui risquent de devenir des sources de carbone avec la dégradation croissante des terres due au changement climatique.



Fadima Fofana (Guinée) ; Guinée/environnement : Un enfant, un arbre pour rendre à la Guinée sa vocation de « pays vert » ; JIGC, 27 septembre 2021.

Pour consulter l'article : <https://jigc.media/guinee-environnement-un-enfant-un-arbre-pour-rendre-a-la-guinee-sa-vocation-de-pays-vert/>



66

A l'occasion de la campagne nationale de reboisement 2021, lancée depuis le 5 juillet 2021 dans la préfecture de Koundara, sous le slogan : « Reboiser ! Un acte citoyen pour préserver notre environnement », autorités gouvernementales et préfectorales en collaboration avec les opérateurs de la filière bois et les ONG évoluant dans le domaine de la protection de l'environnement, ont procédé depuis 2 mois, à la mise en terre de plants de Gnelina, de teck, de cèdre et autres, au niveau des forêts classées, des têtes de source et des berges des cours d'eau du pays.

En prélude à la tenue de la 26ème Conférence des Parties (COP 26) à Glasgow au Royaume Uni pays hôte, David Mcilroy, l'ambassadeur du Royaume Uni en Guinée, a procédé, le 18 septembre 2021, à la mise en terre du tout premier colatier du projet « Un enfant, un arbre » à Dominya et sur le site de Kissing (Boffa) dans la Région Administrative de Boké, en compagnie des enfants.



Pour lui, planter un l'arbre c'est offrir de l'énergie à la terre. Il a déclaré que « le projet « Un enfant, un arbre » est un bon message pour les enfants, car il est important pour eux de comprendre dès leur bas âge qu'un arbre contribue à la survie. Alors détruire un arbre est très mal ».

« La sensibilisation des enfants et des communautés locales sur la coupe abusive du bois, du réchauffement climatique et tant d'autres phénomènes de nature à affecter notre écosystème est salutaire », a précisé le diplomate anglais.

David Mcilroy a profité de cette rencontre pour faire passer un message du premier ministre britannique, Boris Johnson à l'occasion de la COP26. « Pour assurer un meilleur avenir à nos enfants et aux générations futurs, les pays doivent prendre des mesures intérieures et extérieures urgentes pour renverser la progression du changement climatique. A l'approche de l'important sommet de la COP26 au Royaume uni, c'est avec ambition, courage et esprit de collaboration que nous pouvons saisir ensemble ce moment, afin de pouvoir engager une reprise moins polluante, reconstruire en plus vert et rétablir la santé de notre planète ».

Il a aussi indiqué qu'à l'approche de la COP26, le Royaume uni collaborait avec chaque nation pour parvenir à un accord sur la façon de lutter contre le changement climatique.

« Tout le monde sait que le climat et l'environnement resteront s'en aucune doute une priorité. Mais qui conviendrait avec moi que nous devons travailler ensemble et que nous avons tous un rôle à jouer dans la lutte contre le changement climatique ».

Selon un rapport de la Banque mondiale, il est démontré que l'influence humaine est la cause des anomalies de l'atmosphère, des océans et de la surface terrestre. Sans action urgente, les impacts climatiques pourraient pousser 100 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté d'ici à 2030.

Vu que les moyens de subsistance de 70% des personnes vivantes dans la pauvreté dépendent directement de l'environnement, de sa biodiversité et de ses ressources naturelles.

Il a aussi insisté sur le fait que le projet « Un enfant, un arbre » est une contribution pour la population de Boffa. Il invite également cette population à accompagner cette initiative pour restaurer les espaces naturels.

La représentation diplomatique compte à l'avenir, reboiser 30.000 hectares sur le territoire guinéen d'ici 2025, a fait savoir l'ambassadeur David Mcilroy.

Cette campagne nationale de reboisement prévoit le reverdissement de plus de 2.000 hectares avec 3 millions d'arbres à travers le pays. Elle implique également des séances d'information et de



sensibilisation des acteurs du développement, des responsables politiques et administratifs, ainsi que les citoyens. Pour la zone spéciale de Conakry, 4.000 plants seront mis en terre sur 2 hectares, a-t-on indiqué.

Pour rendre à la Guinée sa vocation de « pays vert », il est aussi primordial d'accompagner les efforts du ministère de l'Environnement pour protéger le long du littoral côtière, les têtes de sources des fleuves qui abritent les barrages hydroélectriques (Kaleta et Souapiti) et les berges des fleuves du pays dans le cadre de la valorisation du projet de mise en œuvre des protocoles forestiers.

Il est à rappeler à cet effet que la République de Guinée a pris l'engagement au niveau international pour couvrir 25% de son territoire dans le cadre de l'atténuation des effets du changement climatique.



Zubaida Ismail (Ghana) ; Ghana's Electric Cars Transition : Combating Climate Change 'Trotro' ; Joy Online, 28 September 2021.

<https://www.myjoyonline.com/ghanas-electric-cars-transition-combating-climate-change-trotro-way/>





Yaw Odoom has had enough horrid experience, inhaling smoke from vehicles. One day, he began flooding his Facebook wall with his daily experiences- trauma and discomfort, about public transport services in Ghana’s capital, Accra.

Little did he know that he would be championing the patronage of electrical vehicles in Ghana.

“It actually started unofficially in 2011, on my Facebook wall, where I started sharing some funny personal experiences from my trotro (public vehicle) commute,” Odoom said of his Trotro Dairies page. I realised there are a lot of people that are having a similar experience and they identified with it, too, and it turns out that it’s not just in Ghana. Then a couple of friends just mentioned, okay, it would be a great idea to turn into a page or group. I decided to go the group path.”

Trotro Dairies is Ghana’s largest virtual community of commuters where commuters can jump on board, and then crowdsource any public transportation information they need. The group has since September, 2011 supported commuters with information on decent public transport options, road safety alerts, and sometimes provided emergency medical responses to accident victims across Ghana with simple posts of either image, texts, or short skirts to over five thousand online users.

“In 2019, Facebook recognised Trotro Dairies as one of the most relevant and meaningful communities across Africa in the Icons of Change Campaign. We had a community base of about 20,000 at the beginning of 2017. Currently, we are almost at 500,000. And we’ve been able to work with the Accra Metropolitan Assembly on a project called the pedestrian- road safety plan for Accra and all that. Recently, we got selected for the UNICEF, Ghana start-up lab,” the founder and community manager of Trotro Diaries told ZAMI REPORTS.

After gathering this huge following on Facebook, Yaw Odoom and his team began brainstorming on strategies to improve the traveling experiences of their followers.





He said: "I think across the world, we are looking at decarbonisation and climate action and when we saw what solar taxi was doing, we thought it would be a good partnership. We're looking at ourselves more as a transportation ecosystem than just being a transport app. So basically, the idea is that instead of having different people take one car each, we are looking at being able to group our community members based on their locations and similar routes. So that the idea will be that one of these vehicles will go to their points, pick them, take them to work and back. We're trying to price around that space of Trotro so that it will be easier for people to transition to this environmentally friendly option".

Trotro Dairies in August communicated plans to commence its eco-friendly transport services with electric cars from Solar-taxi, but this announcement exposed teething issues, among them; the lack of interest in the product. However, with determination to complement climate change action, the team dared the odds.

"Most people did not know about electric vehicles; people didn't even know they existed in Ghana. I think, probably Trotro Diaries has probably done the most education when it comes to electric vehicles in Ghana. I did a trip to Pokuase, Tema, and Kasoa Castle and basically, we wanted people to be able to understand. For us, it just pushing people to patronize electric vehicles because it is more friendly for the environment.," Odoom said.

70

Some 170 followers have currently signed up for the trotro experience in electric vehicles and that will transcend into a cut in fossil fuel emissions in Ghana.

"We were trying to solve the issues of climate change and unsafe transportation, and so we came up with our first prototype, whereby we have a solar panel on top of a car and then powered by batteries. We secured funding from MasterCard Foundation and that was our first phase of traction," the operations officer of Solar-Taxi, Eugene Amponsah said.





Since 2019, Solar-Taxi has scaled up its importation of electric vehicles which are partially assembled in Ghana, and motorbikes that are entirely assembled in Ghana. It currently has some 60 electric vehicles and 150 motorbikes purchased across Ghana.

While Africa has contributed negligibly to the changing climate, with just about two to three percent of global emissions, it stands out disproportionately as the most vulnerable region in the world. This vulnerability is driven by the prevailing low levels of socioeconomic growth on the continent. While climate change is global, the poor are disproportionately vulnerable to its effects. This is because they lack the resources to afford goods and services they need to buffer themselves and recover from the worst of the changing climate effects, according to the United Nations Environment Programme.

In 2015, 195 countries adopted the first-ever universal and legally binding agreement, called Paris Agreement, to strengthen the global response to the threat of climate change. The agreement requires all Parties to outline their commitments in the form of Nationally Determined Contributions (NDC). Ghana committed to pursuing coordinated actions to reduce the negative impacts of climate. The NDC contains a set of 31 climate actions covering seven sectors with a budget of \$22.6 billions for a 10-year period starting from 2020. Some

71

Countries are mandated by Article 4.9 of the Paris Agreement to revise their NDCs every five years. The project focuses on Strengthening sectoral Monitoring, Reporting, and Verification (MRV) systems to ensure transparent NDC implementation, Refining and disaggregating economy-wide NDC mitigation targets as sectoral targets and achievable actions, and developing sectoral mitigation plans, Identifying inclusive policy instruments to reduce risks and incentivize participation of private sector in NDC implementation, Integrating gender in NDC planning and implementation processes within the broader sustainable development context.

The Government of Ghana in September, 2020, launched the revision process of Ghana's Nationally Determined Contributions (NDCs) to strengthen the implementation of national priorities on climate change adaptation and mitigation to achieve low carbon development in the country. The revision offered a good opportunity for Ghana to raise its ambition and integrate emerging policies into climate change actions at the national level. The country approved \$54.5 millions from the Green Climate Fund (GCF) to help communities in Northern Ghana adapt to climate change.

Efforts and private partnerships like the one that exists between Trotro Dairies and Solar-Taxi fall under one of the NDCs in combating climate change.



“Initially, people were reserved about it with questions like “won’t I get shocked if it rains? Where am I going to charge all these things? but we’ve been able to solve all these issues tackled all these issues, and now people are comfortable with it,” Amponsah added.



Ghana’s recent data on carbon dioxide- fossil emission is dated 2016 and stood at 14,469,986 tons. CO² emissions increased by 3.54% over the previous year, representing an increase of 495,166 tons over 2015, when CO² emissions were 13,974,820 tons. CO² emissions per capita in Ghana are equivalent to 0.51 tons per person (based on a population of 28,481,945 in 2016), an increase by 0.01 over the figure of 0.50 CO² tons per person registered in 2015; this represents a change of 1.2% in CO² emissions per capita. Globally, the figures stood at 35,753,305,000 tons, Change +0.34%, Per capita 4.79 tons in the same year, according to worldometers.info.

72

A journalist and environmental activist Kofi Adu Domfeh argued that initiatives like Solar-Taxi’s electric vehicles and Trotro Dairies’ partnership is key for developing countries to cut emission.

“This is surely a laudable initiative, looking at the rate of pollution from conventional vehicles. The high consumption of fossil fuels in the automobile industry can be reduced with the promotion of innovations like Solar Taxi. This is a safe alternative to environmental pollution, especially in Ghana where most vehicles are second-hand imports with high fuel consumption and high emissions of carbon dioxide.”

“I surely will love to own an electric car as a conviction to promoting a healthy environment. If the local infrastructure, especially setting up electric fuel stations, supports the use of electric cars, it would be worth owning an electric car. It is safe and a good way to reduce the use of fossils,” Domfeh added.





But Solar-Taxi faces high import duties which forces the company to push the cost to the consumer. This defeats their vision of protecting the environment. These taxes can be cut if Solar-Taxi begins the complete assembling of the vehicles locally.

“They (government) term these cars as luxury vehicles and tax them high so the taxes inform the prices.”

As long ago as 2009, the developed world agreed it would provide \$100bn a year by 2020 to help poorer countries deal with the effects of climate change and build greener economies in the future. But, although official figures have not yet been released, an expert report commissioned by the United Nations concludes the target has not been reached – even though a new and more ambitious target is now supposed to be set for 2025.

“Ghana, like most other developing countries, remains most vulnerable to the impacts of climate change. In Ghana’s Nationally Determined Contribution to the United Nations Framework Convention on Climate Change, the country needs \$22.6 billion in investments to finance its climate mitigation and adaptation actions between 2020 and 2030,” the environment activist – Domfeh insisted.

73

Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; COMIFAC : les États membres harmonisent les politiques de gestion des aires protégées ; Afrik 21, 28 septembre 2021.

Pour accéder à l’article : <https://www.afrik21.africa/comifac-les-etats-membres-harmonisent-les-politiques-de-gestion-des-aires-protegees/>





Le Sous-groupe de travail sur les aires protégées et la faune sauvage en Afrique centrale (SGTAPFS) tient sa 12e réunion à Kigali au Rwanda. Les travaux qui s'étendent du 27 septembre au 1er octobre 2021, consistent à valider deux études, dont l'une sur l'harmonisation et l'amélioration des cadres législatifs et institutionnels relatifs à la gestion de la faune et des aires protégées, et l'autre portant sur les opportunités de labellisation des aires protégées d'Afrique centrale.

L'avenir de la biodiversité d'Afrique centrale préoccupe les dix États membres de la Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac). « Les forêts du bassin du Congo sont en passe de devenir le premier poumon vert de la planète terre après les fortes déforestations enregistrées ces dernières années dans le bassin Amazonien », souligne Chouaibou Nchoutpouen secrétaire général adjoint de la Comifac. Les récentes estimations des chercheurs du Global Forest Watch (GFW) font état de ce que les forêts du bassin du Congo, séquestrent 600 millions de tonnes de CO² de plus qu'elles n'en émettent par an. Leurs moyennes d'émissions et d'absorption atteignant respectivement 530 millions et 1,1 milliard de tonnes de carbone.

Toutefois, ce poumon vert de la planète demeure confronté à de nombreux défis de conservation de la nature en général et de gestion durable des écosystèmes forestiers en particulier. Ceux-ci se traduisent par le grand braconnage des espèces fauniques phares comme les grands mammifères, l'exploitation illégale des forêts, la coupe abusive et informelle du bois pour les besoins d'énergie ou encore les conflits d'utilisation des terres.

74

La création du SGTAPFS, pour une gestion durable de la biodiversité

Pour juguler les défis et les menaces à la conservation de la biodiversité, la Comifac a mis sur pieds en 2011, le Sous-groupe de travail sur les aires protégées et la faune sauvage en Afrique centrale (SGTAPFS). Son objectif est de contribuer à la gestion durable des aires protégées et la faune sauvage dans les pays de l'espace Comifac. Ainsi dans le cadre de sa 12e session, du 27 Septembre au 1er Octobre 2021 à Kigali au Rwanda, le SGTAPFS procédera à la validation de deux études, dont l'une sur l'harmonisation et l'amélioration des cadres législatifs et institutionnels relatifs à la gestion de la faune et des aires protégées et l'autre portant sur les opportunités de labellisation des aires protégées d'Afrique centrale.

En marge de cette rencontre, un bilan actualisé de l'état des aires protégées et de la faune sauvage dans les dix pays membres de la Comifac sera présenté.

La récente publication de l'état des aires protégées d'Afrique centrale montre que le réseau sous-régional comprend actuellement 206 aires protégées occupant environ 799 000 km², toutes catégories confondues.



Edem Dadzie (Togo) ; Le charbon : un piège dont doit s'extirper rapidement le continent africain ; Togo Matin numéro 955, 29 septembre 2021.



Une centrale à charbon

75

Même si l'Afrique est pour l'instant très loin dans les records d'émissions des gaz à effet de serre et que la tendance est plutôt tournée vers la transition énergétique, le continent n'est pas complètement à l'abri du piège que constitue le charbon. Certains pays comme l'Afrique du Sud, ceux du Maghreb, d'Afrique de l'Est, le Nigeria, etc... émettent des signaux qui ne rassurent pas beaucoup. Du 20 au 22 septembre dernier, s'est tenu entièrement en ligne, la conférence annuelle de l'Africa Coal Network (ACN), un réseau d'organisations de la société civile africaine qui luttent contre les énergies fossiles dont le charbon. Une analyse de la situation énergétique dans plusieurs pays africains montre que la société civile doit rester vigilante face aux manœuvres de certains gouvernements qui se laissent avoir par les grands groupes producteurs des énergies fossiles.

Plus de 120 organisations de la société civile africaines étaient connectées la semaine dernière dans le cadre de la troisième conférence annuelle du Réseau africain contre le charbon. Des pays comme la Tanzanie, le Nigeria, le Botswana, la Zambie, le Kenya, le Mozambique, l'Afrique du Sud, le Maroc, le Zimbabwe, la Tunisie, l'Egypte, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo (RDC), le Cameroun sont très tournés vers les énergies fossiles dont le pétrole et le charbon.





Malheureusement, comme le déplore Daniel Muoti du Kenya, « les ressources comme le charbon reçoivent beaucoup de subventions de la part du gouvernement. Les riches soutiennent le charbon ». Sans doute à cause des intérêts économiques qui sont cachés derrière ce business. Mais, que fait-on de la nature ?

Selon la société civile sud-africaine, « la plus grande source d'énergie en Afrique du Sud vient du charbon. Le pays arrive en douzième position dans le classement des plus grands émetteurs des gaz à effet de serre dans le monde. Cela fait que le pays est vulnérable aux changements climatiques ». Le Maroc, un pays du Maghreb dispose de grandes potentialités pour développer les énergies renouvelables. Mais, cela est réduit à néant par le charbon. Selon Nadia Hmaity, représentante du Maroc à la conférence, les problèmes de santé liés à l'utilisation du charbon sont énormes.

Malgré cela, il est difficile de trouver les ressources nécessaires pour lutter contre la promotion de cette source d'énergie. « Quand vous cherchez une subvention au Maroc pour lutter contre le charbon, vous n'en trouvez pas. Vous êtes obligé de vous tourner vers l'extérieur. Mais, là aussi, c'est très contrôlé et il y a beaucoup de restrictions », a affirmé Nadia Hmaity. Quand les populations riveraines cherchent à s'opposer aux projets d'énergies fossiles, cela se transforme en violation des droits de l'Homme. « Les communautés locales sont très conscientes de l'impact du charbon sur leur vie. Il y a donc souvent des protestations de leur part. Cela entraîne des menaces directes sur les militants au Nigeria. Des militants ont été arrêtés et torturés », témoigne Nbani Friday du Nigeria.

Il faut tout de même noter que dans ce flot de nouvelles inquiétantes, il y a des avancées. À ce jour, l'on a enregistré 76% de réduction des centrales à charbon dans le monde. 44 pays ont quitté le charbon depuis 2015, l'année d'adoption de l'Accord de Paris sur le climat. Sept pays africains ont complètement abandonné des projets de centrale à charbon, même si c'est maintenant qu'un pays comme la Côte d'Ivoire décide de construire une centrale à charbon à San Pedro, et d'exploiter les 1,5 à 2 milliards de barils de pétrole découvert en 2021.

Selon Léo Roberts, un militant écologiste, « il y a plus d'annulation de projets de charbon que de projets en cours. C'est plutôt une bonne nouvelle ». Au cours de la conférence, les participants ont appris que la Chine a déclaré à la tribune des Nations unies, qu'elle ne financera plus de projets de charbon en Afrique. Une victoire pour la résistance communautaire. Cela a poussé les organisateurs à proposer une déclaration que les participants ont décidé d'adopter. « Nous mettons le président Xi Jinping au défi de mettre fin au soutien de toutes les institutions chinoises (privées, étatiques, parapubliques, financières, assurances, importateurs ou mandataires, etc.). Les importations de charbon chinois du Mozambique et d'Afrique du Sud ont augmenté, par exemple. Les plans pour la zone économique spéciale de Musina-Makhado (initiés par Ning Yat Hoi qui



figurait sur la liste d'Interpol pour ses agissements de corruption au Zimbabwe), avancent à une vitesse vertigineuse et comprennent une centrale électrique au charbon de 1320 MW », précise la déclaration.

« Nous appelons la Chine à être un partenaire responsable dans le soutien d'une phase renouvelable en Afrique, en particulier une phase qui répondra d'abord aux besoins fondamentaux des personnes plutôt qu'aux grandes sociétés minières et de fonderie du continent. Nous insistons pour que la prochaine génération d'énergie solaire, éolienne, de stockage par pompage et marémotrice soit basée sur une énergie gérée démocratiquement et appartenant à la société, plutôt que sur le caractère extractiviste et privatisé de l'industrie des combustibles fossiles qui a ruiné tant de régions d'Afrique et du monde à travers sa guerre antidémocratique contre les personnes et leur environnement », a poursuivi la déclaration.



Eric Ojo (Nigeria) ; WaterAid Canvasses Urgent Intervention On Africa's Water Crisis ; African Examiner, 29th September 2021.

To access the article : <https://www.africanexaminer.com/wateraid-canvasses-urgent-intervention-on-africas-water-crisis/>





Ahead of the forthcoming United Nations Climate Change Conference of Parties (COPs), an international not-for-profit organization, WaterAid has harped on the need for urgent action to ensure that water is prioritized in the agenda of Africa's climate policies and programmes.

This year's edition of the event, tagged "COP26", which is holding in the city of Glasgow, Scotland under the presidency of the United Kingdom (UK), will once again, bring together representatives of almost every country on earth in November for twelve days of talks on climate change.

WaterAid is currently working in 28 countries to change the lives of the poorest and most marginalised people by making clean water, decent toilets and good hygiene normal for everyone, everywhere within a generation. Since 1981, the organization has reached 27 million people with clean water and 27 million people with decent toilets.

In a statement to mark the on-going Africa Climate Week, being hosted virtually by Uganda and UN partners, as African countries prepare their positions in advance of the COP26 climate summit in the UK, WaterAid said climate change threatens critical water supplies for Africa's most vulnerable people.

This, according to the statement, is the central theme WaterAid regional programmes in Africa want to ensure that delegates to Africa Climate Week 2021 incorporate in their demands to world leaders meeting at COP26.

Notably, Africa Climate Week is expected to build momentum towards ambitious political action. The leadup to COP26 is also an opportunity for African countries, including Nigeria, as they prepare their Nationally Determined Contributions (NDCs). These are national climate plans which need to include commitments for climate-resilient water, sanitation and hygiene services.

The statement pointed out that Africa is the most-exposed region to the adverse effects of climate change despite contributing the least to global warming, adding that the entire continent accounts for less than 4 percent of the total global carbon emission but is home to 33 of the top 50 countries most vulnerable to climate change.

It further noted that this year's Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) report shows a clear link between climate change and water. "It makes a stark warning that urgent action is needed to tackle the dangerous effects of climate change, which is most felt through access to water: flooding, drought, unpredictable weather patterns and salination from rising seas", the statement added.

The statement stressed that by 2025 Niger's annual water needs will exceed the available water resources and by 2050 water volumes are expected to fall significantly across Burkina Faso, adding





that the UN declared that Madagascar is on the brink of experiencing the world's first climate change famine in the south of the island nation.

“The fluctuations in the levels of Malawi's 2nd largest body of water, Lake Chilwa, have become ever more extreme affecting the lives of 1.5 million who live in that densely populated basin region. ”, the statement further disclosed.

“In addition to the challenges of coping with the effects of extreme weather events, almost 1 in 3 Africans live without clean water close to their homes. The continent still depends on surface water for drinking, washing and cleaning. But these sources of water are unreliable and easily contaminated. These issues, combined with rising temperatures, can facilitate the spread of waterborne diseases such as cholera across Africa”, the statement further disclosed.

Similarly, in Nigeria, Africa's most populous nation, 60 million people lack clean water close to home, depending almost entirely on groundwater for domestic water supply, especially in rural areas. Groundwater provides much-needed protection against the impacts of climate change, acting as a buffer to changing water availability and quality in many parts of the world.

“Nigeria ranks 55th most vulnerable country to climate change – among the top 35% in the world – but only receives USD \$1 per person, per year in climate finance. This is for both mitigation – cutting carbon emissions – and adaptation – reducing the impacts of climate change”, the statement stressed.

79

WaterAid's Regional Director for East Africa Olutayo Bankole-Bolawole said Africa needs urgent action to make sure that the most vulnerable in Africa can cope in the face of climate change, “Given the undeniable links between climate change and water, this means that everyone must have a reliable and sustainable source of clean water and access to a toilet that is clean, safe and climate-resilient.

“This level of funding is a completely inadequate response to the growing crisis and to the critical need to begin adaptation initiatives now to build resilience for the future”, she said.

Bankole-Bolawole noted that the Africa Climate Week is a major opportunity to highlight to national governments, regional donors and institutions the value that climate-resilient WASH brings to climate change adaptation for national action, and to advocate for the funding needed to make climate adaptation sustainable and resilient.

“We are calling for all governments to urgently address the effects of the climate crisis and ensure sustainable access to clean water is a fundamental part of their national strategies for both adapting to and mitigating the effects of climate change”, she added.



Similarly, Country Director of WaterAid Nigeria, Evelyn Mere, observed that climate change has intensified both the sanitation and water crisis, adding that the climate clock is ticking and if efforts are not made to better understand, value and protect this vital resource, making it a central feature of climate change adaptation strategies, humanity will face a very bleak future.

“The government must respond now to the urgent threat of climate change and recognise the vital role climate-resilient water and sanitation services and systems play in helping vulnerable communities be more prepared for climate change ; because despite contributing the least to it, it’s the world’s poorest people currently suffering the brunt of its destructive impact.

“Far too little is spent on helping the most vulnerable people adapt to the impacts of climate change which is putting the health and lives of millions at risk. Climate change affects the occurrence of infectious diseases. Climatic conditions affect epidemic diseases, shifting the burden of diseases and increasing health risks for the populace. It is therefore crucial that we tackle climate change so as to mitigate these health risks as well”, she further explained.

Afrik 21

80

Boris Ngounou (Cameroun) ; Gabon : la ZES de Nkok a atteint la neutralité carbone, certification à la clé ; Afrik 21, 29 septembre 2021.

Pour accéder à l’article : <https://www.afrik21.africa/gabon-la-zes-de-nkok-a-atteint-la-neutralite-carbone-certification-a-la-cle/>





Nouvelle consécration pour la Zone économique spéciale (ZES) de Nkok au Gabon. La zone industrielle vient d'obtenir la certification ISO 14064-1 en neutralité carbone. Avec cette certification de la Société générale de surveillance (SGS), la multinationale suisse de certification, la ZES de Nkok devient l'une des rares zones économiques industrielles dans le monde reconnu comme faible émetteur de carbone.

Au Gabon, la Zone économique spéciale (ZES) de Nkok émet autant de CO² qu'elle en absorbe. Cette neutralité carbone, la toute première au monde dans une zone économique spéciale, vient d'être reconnue par la Société générale de surveillance (SGS), la multinationale suisse de certification environnementale. « La ZES de Nkok met en œuvre les meilleures pratiques et respecte les normes internationales les plus strictes pour atteindre son objectif d'industrialisation neutre en carbone. Cela fournit un cadre reproductible pour toutes les zones industrielles gérées par Arise IIP et conduira à une transformation systémique et propre des produits dans toute l'Afrique », explique Gagan Gupta, le cofondateur et président directeur général d'Arise IIP, l'entreprise qui gère la ZES de Nkok.

Un modèle à suivre ?

Créé en 2011 avec pour objectif de booster l'économie du Gabon, la ZES, située à 27 km de la capitale Libreville accueille depuis lors, 96 opérateurs de divers domaines. Répartie en espaces industriel, commercial et résidentiel, la zone intègre des commodités telles qu'un réseau hydraulique, un chemin de fer, des banques, des sociétés d'assurance, une caserne de sapeurs-pompier, etc. Près de 4 500 personnes, dont 70% de Gabonais y travaillent à plein-temps.

En février 2021, la ZES de Nkok a été qualifiée de référence africaine par l'Organisation africaine des zones économiques (OAZE). C'était un mois après l'entrée au sein de la zone de deux entreprises écologiques. La Jia Ming Plastics Manufacturing, une entreprise spécialisée dans le recyclage du plastique et de la société de conseil en qualité, hygiène, sécurité, environnement (QHSE), Safer. Les deux entités ont pour mission d'aider la ZES de Nkok à réduire la pollution et à garantir la performance environnementale des sociétés qui y opèrent.

